



**FRANCESCO SINI**  
 Université de Sassari

## Droit écrit et droit coutumier dans la Sardaigne médiévale: *Carta de Logu de Arborea* et droit romain

**SOMMAIRE:** 1. Introduction. – 2. *La Carta de Logu de Arborea* dans l'histoire et dans les traditions juridiques du Peuple sarde. – 3. *Carta de Logu de Arborea* et droit romain dans l'historiographie juridique contemporaine: études et recherches au siècle dernier. – 4. Références textuelles au droit romain dans la *Carta de Logu de Arborea*: le chapitre III (*Qui ochirit homini*). – 5. *Salvu si su dictu homini hochirit deffendendo asi*: la légitime défense dans la *Carta de Logu* et dans le droit romain. – 6. *Improvisa(da)mente et non cum animu deliberadu et non pensadamente*: l'homicide involontaire. – 7. *La Carta de Logu* entre droit romain et droit canon: le principe *agentes et consentientes pari poena puniuntur*. – 8. *Conscii et ministri*. A propos de D. 48.9.6 et C.I. 1.3.53 (54).5. – 9. Les chapitres LXXVII (*De chertos dubitosos*) et LXXVIII (*De appellationibus*). – 10. Les chapitres XCVII (*De deseredari*) et XCVIII (*De coyamentos*). – 11. Suggestions romanistes: «*su bene dessa re plubigha sardischa*», «*su utili cummoni*» et autres idées inspiratrices de la législation des Seigneurs d'Arborea.

### 1. – Introduction

Cet article est consacré à l'étude des influences du droit romain sur la *Carta de Logu de Arborea*[1]: c'est l'ouvrage législatif le plus significatif de la tradition juridique sarde, promulgué par la "giudicessa" Eleonora Bas-Serra[2] au cours de la dernière décennie du XIV<sup>e</sup> siècle[3].

Même si le lien profond de la *Carta de Logu*[4] avec le droit romain est perceptible dans la plupart de ses 198 chapitres, il est explicite dans les chapitres III, LXXVII, LXXVIII, XCVII et XCVIII; dans ces chapitres, les compilateurs d'Arborea modelèrent les solutions juridiques proposées sur le droit romain grâce à des références explicites et des renvois à un autre système normatif, s'identifiant à *sa lege* ou *sa ragione*[5]. Ainsi dans le chapitre III, la peine capitale prévue pour l'homicide volontaire est fondée sur le caractère impératif du droit romain: «*secundu quessu ordini dessa rag(i)oni comandat*»[6]. Dans les chapitres LXXVII et LXXVIII, les délais légaux de recours, qui sont de 10 jours maximum, se rapportent de façon explicite au droit romain: «*si appellado non est infra tempus legitimu de dies degghi comenti comandat sa lege*». En outre, le chapitre XCVIII renvoie au droit romain lorsqu'il désigne la portion légitime de l'héritage avec «*sa parti sua secundu ragione*».

Dans les chapitres de la *Carta de Logu* que nous venons de citer, d'autres éléments, très significatifs, prouvent que le droit romain était en vigueur dans la Sardaigne médiévale; en effet, l'utilisation de verbes ayant une valeur impérative (*comandare / ordinare*) et l'emploi de ces mêmes verbes au présent de l'indicatif (*comandat*) attestent de façon incontestable que les compilateurs de la *Carta de Logu* considéraient que ce système normatif (*sa lege, sa ragione*), objet d'un renvoi dans le «code» du Giudicato di Arborea, était encore en vigueur.

Je tiens à présent à préciser l'objet et les limites de mon exposé. Je n'exposera pas ici tous les éléments romanistes que l'on peut trouver dans la *Carta de Logu*. J'examinerai les chapitres de la *Carta* dans lesquels la législatrice d'Arborea se réfère de façon explicite au droit romain avec des termes qui lui sont propres comme *sa lege* ou *sa ragione*, en les comparant ensuite avec des textes juridiques romains. Pour prouver l'influence du droit romain de Justinien sur la *Carta de Logu* il suffira de vérifier de manière incontestable, à travers une lecture synoptique et une analyse exégétique des fragments du *Corpus Iuris Civilis* concernés, dans quelle mesure les chapitres suscités de la *Carta de Logu* adhèrent au *Corpus Iuris Civilis*, qui a presque certainement constitué le modèle de référence pour la législatrice et pour ses compilateurs cultivés [7].

## **2. – La Carta de Logu dans l'histoire et dans les traditions juridiques du Peuple sarde**

La *Carta de Logu d'Arborea*, monument législatif extraordinaire rédigé en «sarde ancien»[8], fournit à l'historien du droit l'outil le plus précieux et le plus stimulant pour la redécouverte des caractères originaux et des caractéristiques des structures juridiques de la Sardaigne médiévale, moderne, contemporaine. En effet, n'oublions pas que la *Carta de Logu*, a forgé pendant des siècles, et presque jusqu'à nos jours, de nombreux aspects des institutions juridiques du Peuple sarde. Après l'affirmation définitive de la souveraineté aragonaise en 1421, la *Carta de Logu* fut étendue à tout le *Regnum Sardiniae*. Elle ne cessa formellement d'être en vigueur qu'en 1828, date à laquelle entrèrent en vigueur les *Leggi civili e criminali* édictées par le roi de Sardaigne Charles-Félix de Savoie en 1827[9].

Il faut chercher les raisons d'une durée aussi longue surtout dans les qualités intrinsèques et dans l'épaisseur juridique de la compilation[10], dont les chapitres, bien que rédigés en "termes cultivés"[11], représentaient les instances fondamentales d'expériences populaires et de coutumes mûries dans les communautés sardes pastorales et paysannes dans lesquelles la *Carta* a continué à être utilisée bien après son abandon[12]. Ainsi, aujourd'hui encore, certaines institutions et coutumes typiques de la Sardaigne paysanne et pastorale ont leurs racines, souvent sans la conscience historique du fait, dans la *Carta* antique voulue par Eleonora d'Arborea.

C'est certainement le cas des compagnies de "barracelli", qui dans de nombreux villages de la Sardaigne s'occupent, comme les anciens *Jurados de padru*[13], de la protection des cultures, du bétail et du territoire[14]. Que peut-on dire également de la persistance tenace dans la Sardaigne paysanne du *juargiu*[15] et du contrat de société partiaire pour la culture de la terre ou des baux à cheptel, habituels entre bergers et propriétaires (des troupeaux ou des pâturages), stipulés dans les campagnes sardes dans des formes et avec des contenus ressemblant beaucoup, dans les faits, aux anciens *Ordinamentos de cumonis*[16], qui réglaient ces aspects dans la *Carta de Logu* d'Arborea.

Enfin, il faudrait examiner très attentivement les réflexions stimulantes sur la *Carta de Logu* que nous pouvons lire dans la monographie d'Antonio Pigliaru, consacrée à la plus caractéristique des «consuetudini giuridiche sarde»: la vengeance de la *Barbagia*[17]. Dans certaines pages de son ouvrage, cet éminent philosophe du droit, après avoir mis clairement en évidence l'influence de l'«expérience romaniste» sur le

code d'Arborea et le lien très étroit de celui-ci avec les «consuetudini giuridiche sarde»[18], a formulé, avec l'originalité et la finesse qui lui étaient propres, une hypothèse très suggestive: le fait que la communauté de la Barbagia, à un moment indéterminé de son histoire, «sia pervenuta al concetto che la vendetta è un dovere»[19] peut être attribué à l'influence de la législation pénale de la *Carta de Logu*, même si c'était en une dialectique souvent conflictuelle entre «coutume et loi».

### **3. – Carta de Logu de Arborea et droit romain dans l'historiographie juridique contemporaine: études et recherches au siècle dernier**

Pour ce qui est du problème de la continuité et de l'influence du droit romain, des opinions très différentes entre elles, mais présentant souvent des éléments de crédibilité, ont fini par coexister dans la doctrine: alors que Francesco Brandileone, dans ses *Lezioni di storia del diritto*, affirmait que les "Giudicati" sardes «fino al secolo XIV, erano stati regolati assai più dalla consuetudine che dalle leggi scritte»[20], Arrigo Solmi, dans la "préface" à *Testi e documenti per la storia del Diritto agrario in Sardegna*, soutenait fermement qu'en réalité, dans la Sardaigne médiévale, les formes du droit romain étaient restées intactes[21].

Bien sûr, il apparaît aujourd'hui impossible d'adhérer, dans ses lignes générales, à la vieille position formulée, je crois, par Giovanni Dexart, juriste sarde du XVIIe siècle (1590-1646)[22], d'après qui, en Sardaigne, le *ius commune* ou *Romanorum* aurait été en vigueur depuis des temps immémoriaux «mediante veteri consuetudini et continua observantia»[23]. Cette position est encore présente dans le célèbre manuel d'Antonio Pertile, surtout lorsqu'il définit la *Carta de Logu* comme un «diritto locale modificante il diritto generale o comune; onde quel nome corrisponde a quello di statuti dato alle proprie norme dai principi di Savoia e dalle nostre città»[24].

Entre la dernière décennie du XIXe siècle et la première du XXe, d'autres ouvrages généraux d'histoire du droit parlent plus ou moins brièvement de la *Carta de Logu*. Dans son *Manuale di storia del diritto italiano*, Francesco Schupfer expose, presque avec admiration, le contenu de la *Carta d'Arborea*: «una legge, che ebbe il vanto di essere tenuta per segno di un grande perfezionamento sociale, da cui altre e più vaste contrade del continente italiano erano ancora lontane»; il soutient entre autre que ce n'est qu'à la suite de la codification d'Eleonora d'Arborea en Sardaigne que «ebbero stabili norme i riti giudiziari, la ragione civile e criminale e la pubblica economia»[25].

En 1901, à la demande d'Enrico Besta, Vittorio Finzi publia, sous le titre *Questioni giuridiche esplicative della Carta de Logu*[26], une édition critique des *Exposiciones de sa 'llege*: c'est un petit ouvrage qui suit le texte de la *Carta de Logu* aussi bien dans le code des miscellanées de la Bibliothèque Universitaire de Cagliari que dans les premières éditions imprimées; toutefois, dans ces dernières il est présenté sous le titre *Sequuntur infra Sas leges pro cales si regint in Sardigna*[27]. L'auteur était convaincu que les *Exposiciones* devaient être considérées comme des *questioni giuridiche esplicative* de la *Carta de Logu*; il les présenta donc comme une preuve incontestable de l'influence du droit romain dans la législation d'Arborea[28].

La thèse selon laquelle la *Carta de Logu*, avec les termes *lege* ou *ragioni*, rappelle expressément l'autorité du droit romain eut parmi ses partisans les plus convaincus Enrico Besta, auteur d'un essai magistral: *La Carta de Logu quale monumento storico-giuridico*, publié comme préface à la première édition imprimée du manuscrit de la *Carta de Logu de Arborea* (Sassari 1905). Parmi les éléments qui prouvent «l'autorità generale del diritto romano», Besta attribue une importance fondamentale au fait que la *Carta de Logu* en fasse mention dans plusieurs chapitres. Il estime que ces citations ne pouvaient être purement formelles mais qu'elles répondaient aux conditions réelles de la pratique juridique de l'époque[29]; c'est dans cette optique qu'il affirma également le caractère romain de nombreuses institutions de la Sardaigne médiévale, en

commençant par la «costituzione della famiglia» qui, d'après lui, «restò pur essa fondamentalmente romana»[30].

Raffaele di Tucci voyait au contraire les «Carte de Logu come espressione di diritto consuetudinario». Abordant l'examen de quelques-unes des institutions les plus importantes du droit public (coutume sarde, groupement territoriaux, classes sociales et origine des seigneuries, assemblées, crimes et peines, procès), il affirma la thèse de l'existence d'une uniformité régionale de la coutume sarde[31] avec comme conséquence la négation de toute influence du droit romain sur la formation des institutions et de la coutume juridique de l'île[32]. Ce contexte permet de mieux préciser la singularité de la thèse de Di Tucci sur les caractères de la *Carta de Logu*: ce n'est pas une loi «mais la confirmation, à travers un document public de l'autorité la plus élevée de la seigneurie, de normes provenant de des us et coutumes régionaux»; elle ne devrait donc pas «essere ritenuta come una codificazione, ma come una sanzione»[33].

Quelques décennies après, Vittorio Devilla[34] indiquait une tout autre orientation dans son étude consacrée à l'importance romaniste des cas de droit agraire contenus dans les *Questioni giuridiche esplicative della Carta de Logu*[35]: «L'espressione "sa lege" che ricorre frequentemente sia nella rubrica che nel testo, come ad esempio nella frase continuamente ripetuta: "sa lege narat", deve intendersi nel senso di norma attinta dal diritto romano. Tale è il significato di "lege" nelle fonti giuridiche della Sardegna e tale risulta dalla lettura del testo il quale dopo avere invocato la legge, cita subito fr. del Digesto e del Codice»[36].

Vers la fin des années trente, Antonio Marongiu étudia certains aspects de la vie juridique de la Sardaigne médiévale[37]. Dans son essai sur «Delitto e pena nella *Carta de Logu*», il analyse la présence du droit romain dans la législation du droit pénal, en rapport avec l'élément subjectif du délit[38] et avec la définition des concepts de dol, faute et cas fortuit[39].

Dans un long essai publié en 1939 et consacré à l'étude des *Questioni giuridiche esplicative della Carta de Logu*[40], Antonio Era[41] adopte une position tout à fait différente. D'après lui, il n'était pas possible de soutenir les thèses selon lesquelles, à une époque précédant ou suivant immédiatement la rédaction de la *Carta de Logu de Arborea* il y aurait eu dans la pratique juridique sarde des situations réglées sur la base de la législation de Justinien[42]. Dans cette optique, Era critique sévèrement les rappels au droit romain dans la *Carta de Logu*: il nie notamment que l'on ait pu utiliser pour la Sardaigne, avant le XVI<sup>e</sup> siècle, l'équivalence loi/droit romain, car «con la "legge" non si indicò soltanto il diritto romano, nè questo fu indicato con la sola parola "legge"»[43].

Les observations d'Antonio Era nous semblent aujourd'hui dépassées grâce également à la réflexion critique d'Ennio Cortese[44]. Ce dernier abordait le problème en partant de la question suivante: «Perché non chiedersi quale importanza ha avuto nella prassi quel diritto comune che – *in temporalibus* – i contemporanei identificavano proprio nelle "leggi" romane raccolte nella compilazione giustiniana? Era un sistema vigente, quindi attivo: e non soltanto un fossile sepolto nel terreno della vita, e dalla vita ormai del tutto assimilato»[45]. Pour Ennio Cortese, ce qui avait été relevé à propos de la législation en vigueur pendant la même période sur le continent italien était aussi valable pour la *Carta de Logu*: «il legislatore tendeva soprattutto a emanare norme che noi diremmo di diritto singolare o speciale – e qui la materia penalistica urgeva per la pretesa più vivace di adeguarsi ai tempi e ai siti –, mentre per tutto il resto era implicito il rinvio, nonché a talune consuetudini locali, principalmente al sistema ampio e minuzioso del diritto comune»[46]. C'est ainsi que pourrait s'expliquer la faiblesse des normes de droit privé dans la législation d'Arborea, faiblesse qui est encore plus évidente lorsqu'elle est comparée à la procédure pénale, caractérisée par une plus grande complexité et par un système de sanctions relativement modérées[47]. Ennio Cortese pense aussi qu'il existe un lien très probable entre le terme *ragione*, utilisé dans la *Carta de Logu* pour indiquer le droit romain, et la définition *ratio scripta*,

souvent employée pour le *ius commune*[48]. Pour terminer ce compte-rendu des idées d'Ennio Cortese, il faut parler de la position de synthèse qu'il exprime dans le second volume de son manuel d'histoire du droit[49], publié plus récemment, dans la partie consacrée à la *Carta de Logu* et aux «*ispirazioni esterne*» de la législation d'Eleonora [50].

#### 4. – Références textuelles au droit romain dans la *Carta de Logu de Arborea*: le chapitre III (*Qui ochirit homini*)

Passons, à présent, à l'analyse des chapitres de la *Carta de Logu* dans lesquels les compilateurs d'Arborea se sont référés textuellement au droit romain, avec des termes tels que *sa lege* ou *sa ragione*.

Commençons l'examen du chapitre III, intitulé *Qui ochirit homini*, dans lequel la législatrice d'Arborea réunit en un seul chapitre plusieurs dispositions concernant différents cas d'homicide[51]. Comme nous le verrons dans le texte, le dispositif de la *Carta de Logu* laisse entrevoir clairement que son organisation dérive du droit romain; c'est ce qui nous intéresse ici, avant tout parce la *Carta* fonde expressément la *ratio* de la peine capitale infligée à l'homicide volontaire sur le caractère impératif du droit romain: «*secundu quessu ordini dessa rag(i)oni cumandat*»

*Carta de Logu*, chap. III (*Qui ochirit homini*): Volemus et ordinamus que si alcuna persona ochirit homini: et est indi confesso in su iudiciu: o ver convinto, secundu quessu ordini dessa rag(i)oni comendat, siat illi segada sa testa in su loghu dessa iusticia per modu quindi morgiat et pro dinari alcuno non campit. Salvu si su dictu homini hochirit deffendendo asi, sa quali deffenssa deppiat provari et mostrare legittimamente per bonos hominis infra dies XV da essa die qui lat esser comandado per issu armentargiu nostru de loghu; o ver per atero officiali nostru at qui sa dicta causa esseret comissida. Et in casu qui provarit aver mortu su dictu homini deffendendo assi comente est naradu desupra, non siat mortu et pena alcuna non patischat et non paghit. Et si perventura avenerit qui plus hominis esserent in compagnia de pari et unu de cussos hochirit alcuno atero homini. Et issos ateros qui non esserent in culpa assa dicta morte non benerent assa corte et non si ischulparint legittimamente que issus non furunt culpabilis nen consentivilis[52] assa morte de cussu tali homini, infra tres dies, qui issos siant ponidos et condenpnados a morte comente et issu qui avirit mortu su dictu homini pro qui nara(n)t sas leges: *agentes et consentientes pari pena puniuntur*[53]. Et in casu qui alcuno homini hochirit alcuno attero homini improvisa(*da*)mente et non cum animu deliberadu et non pensadamente ma pro causa fortunabili[54] secundu qui solint a venne(r) multos desastros. Volemus qui in tali casu istet et istari depiat at arbitriu et correctione nostra[55].

Dans ce long chapitre de la *Carta de Logu*, on retrouve facilement les différents blocs normatifs correspondant aux différentes cas d'homicide considérés comme importants du point de vue juridique même par le droit criminel romain[56].

Nous avons d'abord l'énoncé de la peine pour l'homicide volontaire, prévue – comme je l'ai déjà dit – sur la base d'un rappel précis à l'observation du droit romain («*si alcuna persona ochirit homini et est indi confesso in su iudiciu, o ver convinto, secundu quessu ordini dessa rag(i)oni comendat*»). Cette peine prévoyait la décapitation en un lieu public («*Siat illi segada sa testa in su loghu dessa iusticia per modu quindi morgiat*»), et le condamné ne pouvait proposer aucun arrangement pécuniaire («*et pro dinari alcuno non campit*»).

Eleonora d'Arborea dicte ensuite la norme absolutoire en cas d'homicide par légitime défense («*Salvu si su dictu homini hochirit deffendendo asi*»); elle continue par la liste des cas de concours en homicide, qui comprend aussi la simple participation

passive (c'est-à-dire si ceux qui «*non esserent in culpa assa dicta morte non benerent assa corte et non si ischulparint legittimamente que issos non furunt culpabilis nen consentivilis assa morte de cussu tali homini infra tres dies*»), pour laquelle est prévue la peine de mort sur la base du principe que «*nara(n)t sas leges: agentes et consentientes pari pena puniuntur*». Elle établit enfin que l'homicide involontaire, c'est-à-dire celui qui a tué «*alcuno attero homini improvisa(da)mente et non cum animu deliberadu et non pensadamente, ma pro causa fortunabili (anti pro casu fortuitu, Ms.)*»[57], ne soit pas soumis à la peine ordinaire.

Nous ne discuterons pas ici des problèmes plus généraux posés par le chapitre III, surtout en ce qui concerne les caractéristiques des lois pénales d'Arborea; il faut toutefois rappeler à ce propos l'opinion d'un éminent historien du droit, Francesco Brandileone selon lequel, «*avuto riguardo alle condizioni dei tempi*», ces lois devaient être considérées comme «*assai notevoli*»[58]. En effet, non seulement la *Carta de Logu* codifiait le principe selon lequel, face à la peine capitale, le coupable (quelle que soit sa condition sociale) ne pouvait racheter sa condamnation par une compensation pécuniaire: «*et pro dinari alcuno non campit*», mais elle considérait «*altresì attentamente all'elemento soggettivo del reato, sul quale fondava la affermazione o la esclusione della responsabilità e (naturalmente in relazione anche alle circostanze dei singoli delitti) la commisurazione della pena*»[59].

## **5. – *Salvu si su dictu homini hochirit deffendendo asi*: la légitime défense dans la *Carta de Logu* et dans le droit romain**

La *Carta de Logu* permettait donc la légitime défense; elle y était considérée comme cause exempte de toute peine même en cas d'homicide: «*Et in casu qui provarit aver mortu su dictu homini deffendendo assi comente est naradu desupra, non siat mortu et pena alcuna non patischat et non paghit*». Bien entendu, la légitime défense devait être prouvée par le responsable de l'homicide qui devait exhiber des témoins de réputation indiscutable en raison de leur rôle social (*bonos homines*)[60], dans les quinze jours suivant la date fixée par l'*armentargiu de loghu*[61] ou par tout autre fonctionnaire du "Giudicato" chargé de l'instruction et du jugement: «*sa quali deffensa deppiat provari et mostrare legittimamente per bonos hominis infra dies XV da essa die qui lat esser comandado per issu armentargiu nostru de loghu; o ver per atero officiali nostru at qui sa dicta causa esseret comissida*».

Passons à présent au droit romain. A propos de ce genre d'homicide[62], il est important de rappeler que les juristes romains de l'époque impériale théorisèrent que la légitime défense n'était pas punissable arguant qu'elle était licite sur la base du *ius naturale*[63]. En d'autres termes, la jurisprudence romaine considérait la légitime défense comme une application juridique des facultés naturelles de l'homme; une action extrême, mais nécessaire, pour la protection de son intégrité physique, face à la violation de la part de tiers des principes généraux du *ius naturale*, universellement reconnus, selon lesquels l'homicide et tout autre acte portant atteinte à la personne sont interdits.

Les trois fragments des *Digesta* de l'empereur Justinien, que nous citons ci-dessous, en sont un excellent exemple. Le premier est un célèbre fragment des *institutiones* du juriste Florentinus[64].

D. 1.1.3 (Florentinus *libro primo institutionum*): ut vim atque iniuriam propulsemus: nam iure hoc evenit, ut quod quisque ob tutelam corporis sui fecerit, iure fecisse existimetur, et cum inter nos cognationem quandam natura constituit, consequens est hominem homini insidiari nefas esse.

L'enseignement de Florentinus était donc que rien de ce qui aurait été fait *ob tutelam corporis sui* ne pouvait être considéré comme illégal (*iure fecisse existimetur*)

car, sur la base de la *cognatio* que la nature a constitué entre tous les êtres humains, *consequens est hominem homini insidiari nefas esse*[65].

Il existe, sur ce fragment une vaste littérature et une élaboration doctrinaire très complexe; ceci nous permet de ne pas entamer ici une discussion approfondie; il faut toutefois remarquer que la plupart des auteurs soulignent l'importance juridique de la *cognatio naturalis*[66] alors que d'autres, au contraire, mettent également en évidence la valeur constitutive du *nefas*[67].

En ce qui concerne les composantes culturelles de ce fragment, Max Pohlenz pensait à une forte influence philosophique stoïcienne: «In modo ancor più preciso Fiorentino, riallacciandosi direttamente alla teoria stoica del primo istinto naturale, fa derivare il diritto naturale dal diritto all'autoconservazione e dalla parentela che lega tra loro tutti gli uomini»[68]; Biondo Biondi au contraire souligne surtout la partie du texte qui situe dans le *ius naturale* les racines de «la fratellanza umana». Il estimait que ce fragment était un exemple de l'influence de la «conception chrétienne» sur le droit de Justinien[69].

Le deuxième fragment, très souvent objet de discussion de la part de la doctrine romaniste récente, consiste en un texte du juriste Gaius. Les compilateurs des *Digesta* l'ont placé au titre II (*Ad legem Aquiliam*) du livre IX:

D. 9.2.4.pr. (Gaius *libro septimo ad edictum provinciale*): Itaque si servum tuum latronem insidiantem mihi occidero, securus ero: nam adversus periculum naturalis ratio permittit se defendere.

Dans ce fragment, Gaius insiste très clairement sur un principe fondamental du droit romain, selon lequel le caractère licite de la légitime défense est lié à la nature (*naturalis ratio*): *nam adversus periculum naturalis ratio permittit se defendere*[70]. La doctrine romaniste récente ne remet plus en question l'authenticité de la référence de Gaius à la *naturalis ratio*[71]; on peut donc partager pleinement les arguments de G. Longo: «"Nam adversus periculum naturalis ratio permittit se defendere", a mio modo di vedere, è una frase infondatamente sospettata. Nulla – se non un preconcetto illogico – può farne attribuire la paternità ai compilatori. Il giurista romano affermò essere una esigenza insita nell'ordine naturale dei rapporti umani la legittimità della difesa a quelle condizioni; ed è, inverò, questa l'accezione filosofico-giuridica classica della *naturalis ratio*»[72].

Il est intéressant également de rappeler l'interprétation proposée par M. Bartošek qui voit dans ce fragment de Gaius la preuve du fait que dans les théorisations des juristes romains «la conoscenza dei rapporti fondamentali della vita materiale e delle circostanze sociali della convivenza umana in generale conduceva anche alla formulazione di massime giuridiche generali»[73].

Rappelons enfin le troisième fragment, un texte du juriste Ulpien dans lequel est rapportée une maxime tirée d'un ouvrage de Caius Cassius Longinus[74]:

D. 43.16.1.27 (Ulpianus *libro sexagensimo nono ad edictum*): Vim vi repellere licere Cassius scribit idque ius natura comparatur: apparet autem, inquit, ex eo arma armis repellere licere.

D'après Ulpien, Cassius avait théorisé que la légitimité du *vim vi repellere*[75] était fondée sur le *ius natura*. Parmi les positions exprimées par la doctrine la plus récente à propos du fragment d'Ulpien, je pense que deux d'entre elles sont à partager tout particulièrement. La première est celle d'Antonio Mantello qui affirme que le contenu du passage constitue une preuve de l'attention que l'école des sabinien, mais surtout Cassius, portait au «concetto che la realtà delle cose potesse giustificare certe regole giuridiche»[76], alors qu'en ce qui concerne le texte, pour Mantello «è fuor di dubbio che *idque – comparatur* potrebbe essere o una glossa o un'interpolazione o una specificazione ulpiana. Ma non mi pare neppure da escludere che Ulpiano riassume

*ad sensum* il discorso cassiano»[77]. La seconde position est celle de José Luis Murga à propos du principe *vim vi repellere licere*: «La doctrina clásica debió tomar de la más antigua jurisprudencia veterana la idea de que siempre era lícita la fuerza para oponerse a una injusta violencia: *vim vi repellere licere*. Este principio del que Ulpiano se hace eco en sus comentarios al interdicto *de vi*, D. 43.16.1.27, atribuyéndolo a Casio es sin embargo más antiguo»[78]. Enfin, il pourrait être intéressant, en raison des liens culturels et économiques qui existaient entre la Catalogne-Aragon et l'Arborea des Bas-Serra[79], de souligner que le principe *vim vi repellere licere* est mentionné dans un document catalan de 1128 et qu'il représente le premier exemple de réception du droit romain en Catalogne[80].

Bien que l'ancienne doctrine romaniste ait considéré que les fragments que nous venons de citer contenaient des interpolations et que, dans l'après-guerre, d'éminents spécialistes tels que Gabrio Lombardi[81] et Alberto Burdese[82] aient manifesté de sérieux doutes quant leur authenticité, il me semble très difficile de pouvoir affirmer la thèse de l'interpolation, surtout si l'on tient compte que dans le texte de ces fragments apparaissent des termes et des concepts (*natura, cognatio, nefas*) qui se trouvaient déjà, liés entre eux, dans l'élaboration juridique, et dans la spéculation philosophique de la période républicaine tardive et des premières décennies de l'empire.

Nous savons en effet que la première mention de «*natura ius*» digne de foi qui nous est parvenue remonte à la *Rhetorica ad Herennium*, datable des premières décennies du Ier siècle av. J.-C.:

*Rhet. ad Herenn.* 2.19: *Natura ius est, quod cognationis aut pietatis causa observatur, quo iure parentes a liberis, et a parentibus liberi coluntur*[83].

Mais nous pouvons lire des références à la légitime défense et à son fondement juridique «*ex natura*» même dans les oraisons de Cicéron.

*Pro Milone* 10: *Est igitur haec, iudices, non scripta sed nata lex, quam non didicimus, accepimus, legimus, verum ex natura ipsa adripuimus, hausimus, expressimus, ad quam non docti sed facti, non instituti sed imbuti sumus, ut si vita nostra in aliquas insidias, si in vim et in tela aut latronum aut inimicorum incidisset, omnis honesta ratio esset expediendae salutis*[84].

Alors que pour la première période du principat, il suffira de citer la doctrine philosophique de Sénèque selon laquelle, sur la base de la conviction que *natura nos cognatos edidit cum ex isdem et eadem gigneret*, l'homme doit être considéré comme *res sacra homini*[85], il me semble plus juste, à propos des sources romaines du chapitre III de la *Carta de Logu*, de rechercher dans le *Codex Iustinianus* les textes qui ont inspiré aux compilateurs de la *Carta* le principe selon lequel l'homicide commis par légitime défense n'est pas punissable. Il pourrait s'agir du livre IX, titre XVI (*Ad legem Corneliam de sicariis*), dans lequel les deux constitutions impériales citées ci-dessous exemptent de toute peine la personne qui aurait commis un homicide par légitime défense[86].

C.I. 9.16.2 (*Imp. Gordianus A. Quintiano*): *Is, qui adgressorem vel quemcunque alium in dubio vitae discrimine constitutus occiderit, nullam ob id factum calumniam metuere debet.*

C.I. 9.16.3 (*Imp. Gallienus A. Munatio*): *Si, ut adlegas, latrocinantem peremisti, dubium non est eum, qui inferendae caedis voluntate praecesserat, iure caesum videri.*

## **6. Improvisa(da)mente et non cum animu deliberadu et non pensadamente:**

## **l'homicide involontaire**

Une évidence ultérieure renforce la conviction que la *Carta de Logu de Arborea* a puisé dans le titre XVI (*Ad legem Corneliam de sicariis*) du livre IX du *Codex Iustinianus* les modèles normatifs de l'homicide par légitime défense: dans ce titre du *Codex* ont pris place deux autres constitutions impériales. C'est presque certainement sur les fragments de ces constitutions que les compilateurs ont calqué le cas de l'homicide involontaire prévu dans le dernier alinéa du titre III de la *Carta de Logu*.

C.I. 9.16.1 (*Imp. Antoninus A. Aurelio Herculiano et aliis militibus*): *Frater vester rectius fecerit, si se praesidi provinciae obtulerit: qui si probaverit non occidendi animo Iustum a se percussum esse, remissa homicidii poena secundum disciplinam militarem sententiam proferet. Crimen enim contrahitur, si et voluntas nocendi intercedat. Ceterum ea, quae ex improviso casu potius quam fraude accidunt, fato plerumque, non noxae imputantur*[87].

C.I. 9.16.4 (*Exemplum sacrarum litterarum Diocletiani et Maximiani AA. Agathonii*): *Eum, qui adseverat homicidium se non voluntate, sed casu fortuito fecisse, cum calcis ictu mortis occasio praebita videatur, si hoc ita est neque super hoc ambigi poterit, omni metu ac suspicione, quam ex admissae rei discrimine sustinet, secundum id quod adnotatione nostra comprehensum est volumus liberari*[88].

D'autre part, il existait déjà, dans la même ligne que les constitutions sus-citées, un précédent rescrit[89] de l'empereur Hadrien figurant, avec un commentaire du juriste Marcien[90], dans un fragment tiré du livre XIV de ses *Institutiones*[91] et inclus dans le livre XLVIII des *Digesta* de Justinien, sous le titre VIII *Ad legem Corneliam de sicariis et veneficis*[92].

D. 48.8.1.3 (*Marcianus libro quarto decimo institutionum*): *Divus Hadrianus rescripsit eum, qui hominem occidit, si non occidendi animo hoc admisit, absolvi posse, et qui hominem non occidit, sed vulneravit, ut occidat, pro homicida damnandum: et ex re constituendum hoc: nam si gladium strinxerit et in eo percusserit, indubitate occidendi animo id eum admisisse: sed si clavi percussit aut cuccuma in rixa, quamvis ferro percusserit, tamen non occidendi animo. Leniendam poenam eius, qui in rixa casu magis quam voluntate homicidium admisit*[93].

Ce fragment montre clairement que l'empereur prescrivait qu'il fallait absoudre de l'accusation d'homicide volontaire toute personne qui ayant tué un homme prouvait qu'elle l'avait fait sans *animus occidendi*, car c'est justement l'absence d'*animus occidendi* qui impliquait que l'homicide n'avait pas été volontaire. À propos du passage de Marcien, il est intéressant de formuler une première considération formelle sur la fidélité du juriste au texte impérial en question. G. Galandi écrit: «si delinea, molto chiaramente, che i riassunti delle ordinanze imperiali contenute nelle opere giuridiche, sono, assai spesso redatti con parole tratte dalle stesse»[94]. Par contre, pour ce qui est de la substance, certains (comme par exemple Valerio Marotta[95]) ont vu dans le rescrit de l'empereur Hadrien une influence grecque très nette: «Che la decisione adrianea sia stata ispirata dalla legge draconiana sull'omicidio, è ipotesi priva di qualsiasi riscontro. La *constitutio* altro non è, in effetti, che il punto di arrivo di una linea interpretativa pienamente affermatasi in età ciceroniana. Eppure sul modello argomentativo adoperato dalla cancelleria imperiale ha esercitato la sua influenza un topos che risale a Lisia, il principale esponente della logografia attica»[96].

À la lumière des textes de Justinien vus précédemment, la ressemblance, même terminologique, avec le texte d'Eleonora d'Arborea me paraît évidente. Pour le *Codex*

*Iustinianus* comme pour la *Carta de Logu*, on ne peut parler d'homicide volontaire si l'homicide a été commis avec «*non occidendi animo*», car «*ea, quae improviso casu potius quam fraude accidunt*» (cf. *improvisadamente et non cum animu deliberadu* de la *Carta*) ne sont pas imputables au dol de l'agent. En outre, tout comme les normes du *Codex* statuent, que lorsqu'il est établi qu'il n'y a pas eu préméditation, l'accusation d'homicide pour celui qui «*qui adseverat homicidium se non voluntate, sed casu fortuitu ferisse*» soit dérubriquée, de même la *Carta de Logu* prescrit qu'un homme qui a causé la mort d'un autre homme «*non pensadamente ma pro causa fortunabili*» soit confié au jugement discrétionnaire du souverain: «*Et in casu qui alcuno homini – lit-on dans la Carta – hochirit alcuno attero homini improvisa(da)mente et non cum animu deliberadu et non pensadamente ma pro causa fortunabili secundu qui solint a venne(r) multos desastros. Volemus qui in tali casu istet et istari depiat at arbitriu et correctione nostra*».

## **7. – La Carta de Logu entre droit romain et droit canon: le principe *agentes et consentientes pari poena puniuntur***

Je soulignais plus haut que le chapitre III semble, sans aucun doute, modelé sur les normes du droit romain de Justinien. En effet, il serait tout à fait possible de considérer (comme on le fait désormais depuis les études de Marongiu sur le rédacteur probable de la *Carta de Logu*[97]) que la maxime selon laquelle «*agentes et consentientes pari poena puniuntur*»[98] dérive du droit canon plutôt que du droit romain. Pour plus de précision, il semblerait que la maxime, insérée comme citation littérale dans le texte du chapitre III de la *Carta de Logu*, provienne des *Decretales Gregorii IX*, dans lesquelles on peut lire:

Liv. I, Tit. XXIX (*De officio, et potestate iudicis delegati*), c. I: Alexander III *Londonensi Episcopo* (an. 1165). Quia quaesitum est, quid faciendum sit de potestatibus, quae, cum praecipimus alicui iustitiam exhiberi, minis, ac terroribus conquerentes filere compellunt, et sic mandatum nostrum eluditur: sic tibi respondemus, quod sicut agentes, et consentientes pari poena (Scripturae testimonio) puniuntur: sic tam eos, qui trahuntur in causam, quam principales eorum fautores (si eos manifeste cognoveris iustitiam impedire) districtione Ecclesiastica poteris coercere.

Liv. V, Tit. XXXIX (*De sententia excommunicationis*), c. XLVII: Innoc. III (an. 1214). Quanta praesumptionis, et temeritatis existat in Rectores Ecclesiae manus iniicere violentas. Ne autem solos violentiae huiusmodi auctores aliquorum praesumptio existimet puniendos, facientes, et consentientes pari poena plectendos catholica condemnat auctoritas. Eos delinquentibus favere interpretamur, qui cum possint, manifesto facinori desinunt obviare[99].

Il me semble difficile, sur la base du texte, de nier que, dans ce cas, le renvoi à *sas leges* sous-entend un rappel du droit canon, même s'il faudrait réfléchir plus attentivement sur les doutes manifestés par Marongiu dans la formulation de sa thèse à propos de la provenance de la citation: «si tenga presente – avait écrit Marongiu – che, per quel che ne sappiamo, non vi è alcun precedente di norme statutarie le quali diano al diritto canonico l'autorità di fonte superiore di diritto: ossia di fonte per eccellenza, a preferenza del diritto romano»[100]. Il s'agit, d'après moi, de comprendre que l'expression «*nara(n)t sas leges*» du chapitre III de la *Carta de Logu* se réfère non seulement au droit romain mais aussi au droit canon: cette interprétation, d'ailleurs déjà partagée par les juristes du XVI<sup>e</sup> siècle[101], est en effet suggérée par l'utilisation du pluriel. La constatation que, dans les *Questioni giuridiche esplicative alla Carta de*

*Logu*, l'expression «*narat sa lege*» se rapporter toujours, sans aucun doute possible, au droit romain constitue un argument décisif ultérieur en faveur de la thèse soutenue ici. Marongiu, lui aussi, considérait comme «*circostanza singolarissima*» le fait que dans le chapitre 3 de la *Carta de Logu* le mot *sa lege* ne se rapportait pas «*alla legge per eccellenza, che doveva essere il diritto romano*»[102].

## **8. *Conscii et ministri*. A propos de D. 48.9.6 et C.I. 1.3.53(54).5**

Il suffira de ne citer que quelques cas relatifs à la réglementation romaine du concours de plusieurs personnes au crime, pour se rendre compte que cette règle[103] est attestée aussi bien dans les textes des premiers juristes romains que dans les constitutions impériales du *Codex Iustinianus*.

Le premier exemple est constitué par un bref fragment tiré du livre VIII *de officio proconsulis* d'Ulpien[104] que nous trouvons à présent au titre *de lege Pompeia de parricidis* du XLVIII livre des *Digesta Iustiniani*.

D. 48.9.6 (Ulpianus *libro octavo de officio proconsulis*): Utrum qui occiderunt parentes an etiam conscii poena parricidii adficiantur, quaeri potest. Et ait Maecianus etiam conscios eadem poena adficiendos, non solum parricidas. Proinde conscii etiam extranei eadem poena adficiendi sunt[105].

Dans ce fragment, le juriste abordait un problème très controversé: l'extension de la peine prévue pour le parricide à la simple participation des *conscii*, c'est-à-dire de ceux qui étaient au courant du crime même sans avoir matériellement participé à son exécution. Le texte indique qu'Ulpien était orienté en ce sens[106]; il fondait son opinion sur l'autorité du juriste L. Volusius Maecianus[107] qui avait affirmé qu'ils devaient être soumis à la même peine que les parricides *etiam conscii*[108].

Le second exemple est une constitution de l'empereur Justinien datée de 533 apr. J.-C.:

C.I. 1.3.53(54).5 (*Imp. Iustinianus A. Hermogeni magistro officiorum*): Poenas autem, quas praediximus, id est mortis et bonorum amissionis, constituimus non tantum adversus raptores, sed etiam contra eos, qui hos comitati in ipsa invasione et rapina fuerint. Ceteros autem omnes, qui conscii et ministri huiusmodi criminis reperti et convicti fuerint vel eos susceperint vel quamcumque opem eis intulerint, sive masculi sive feminae sunt, cuiuscumque condicionis vel gradus vel dignitatis, poenae tantummodo capitali subicimus, ut huic poenae omnes subiaceant, sive volentibus sive nolentibus sanctimonialibus virginibus seu aliis supra dictis mulieribus tale facinus fuerit perpetratum[109].

Le texte que nous venons de citer montre que dans cette constitution, reproduite presque sous la même forme dans le *Codex Iustinianus* 9.13.1.3, l'empereur Justinien infligeait la même peine, prévue *adversus raptores*, à ceux qui étaient simplement *conscii et ministri* de ce même crime.

## **9. – Les chapitres LXXVII (*De chertos dubitosos*) et LXXVIII (*De appellationibus*)**

Examinons à présent deux autres références au droit romain que l'on rencontre dans la *Carta de Logu* et plus précisément, exprimées par les termes *sa lege* ou *sa ragione*, dans les chapitres LXXVII et LXXVIII, intitulés *De chertos dubitosos* et *De appellationibus*, qui se trouvent dans la partie de la *Carta* disciplinant les *Ordinamentos de chertos e de nunzas* (chapitres L-LXXX)[110].

*Carta de Logu*, chap. LXXVII: Volemus et ordinamus, cum ciò siat causa qui in sas coronas nostras de loghu et ateras qui se tenent per nos per issu armentargiu nostru, multas boltas advenit que inter issos lieros que sunt in sas ditas coronas est adivisioni, discordia o ver differentia in su iuygare que faghint supra alcuno chertu et desiderando nos qui ciascuna dессas terras nostras siant mantesidas et observadas in iusticia et in raxone et pro defectu dessa dita divisione, o ver discordia non perdat nen manquit alcuna rax(i)one sua, ordinamus et bolemus quisi in alcuna dессas ditas coronas pervengiat alcunu chertu quesseret grosso et dubitosu, de su quali sos lieros dessa dita corona esserent perdidos et divisidos insu iuygare issoro, qui incussu casu su armentargiu nostru de loghu, over atero officiali nostru quest assu presenti, o chat esser per inantes, sia tenuto dессu chertu e dессu iuighamentu cant faghire sos ditos lieros supra su ditu chertu, de avirinde consigu cum sos savios dessa corte nostra et cum algunos dessos lieros de sa corona qui pargiant sufficientes ad elect(i)one dессu ditu armentargiu, o ver officiali cat reer sa corona, et icussu qui pro issos o per ipsa maiore parte de(i)ssos s'at deliberari de raxione siat de faghire dессu ditu chertu, su armentargiu o ver officiali nostru fazat leer et publicare in sa predicta *corona*[111] in presencia de ambas partis pro sententia diffinitiva et mandit ad executione, si appellando non est infra tempus legitimu de dies degghi comenti cumandat sa lege, non *infirmando*[112] però sa carta de logu[113].

*Carta de Logu*, chap. LXXVIII: Constituimus et ordinamus qui ciascuna persona qui si sentirit agravada de alcuna sententia quilli esseret dada incontra supra alcunu chertu de alcuna questione qui avirit daenante de qualuncha officiali si pozat, si bolet, appellaresi infra su tempus ordinadu daessa ragione duas boltas secundu quest naradu de supra, cio est de una de questione non usit et non si pozat appellari plus et in casu qui plus boltas si appellarit ultra sas secundas duas non silli deppiant amittere nen acceptare[114].

Dans ces chapitres, il faut surtout relever qu'Eleonora d'Arborea renvoie à *sa lege* pour la définition des délais légaux pour attaquer un jugement; dans la *Carta de Logu* ce délai est de dix jours maximum: *si appellando non est infra tempus legitimu de dies degghi comenti cumandat sa lege* (chap. LXXVII). Il faut souligner, en outre, que le contenu de ces deux chapitres est étroitement lié au contenu des deux chapitres suivants qui, eux aussi, règlent la matière de *appellationibus*. L'un des deux fixe, en effet, le point de départ du délai pour le recours et dispose que les dix jours pour faire appel du jugement commencent à partir du moment où celui-ci est prononcé.

*Carta de Logu*, chap. LXXIX: Item ordinamus. Ciascuna persona qui sat sentiri agravadu de alcuna sententia quilli esseret dada in contra si pozat appellari si bolet incontinente viva voce o per iscriptu infra dies X. de qui ad esser dada sa sententia, et qui cussa appellatione et icussu processu dessa questione deppiant levare et presentare assa corte infra ad ateras dies XV. Et si ya non romaneret pro culpa et negligencia dессu nodaiu o ver scrivanu qui non lu daret su processu infra su dictu tempus[115];

Le chapitre suivant établit que, pour que l'appel soit valable, la valeur de la cause traitée ne peut être inférieure à la somme de cent sous, c'est-à-dire cinq livres:

*Carta de Logu*, chap. LXXX: Volemus et ordinamus pro cessare ispesas a sos subditos nostros et litigantes nostros qui de alcuna sententia et iuighamentu cat esser factu per armentargiu nostru de loghu, o per chaluncha atero oficiali nostru subra alcuna questione nostra o chertu qui esseret dae C.

soddos ingiosso non usit nen deppiat appellari an nos nen ad atter officiali nen etiam [des] assos auditores nostros. In casu qui si appellarit, bolemus quessa dicta appellatione non bagiat nen contenyat pro qui bolemus qui sententia qui sos officialis nostros et quantu casu ant dari et liberari bagiat et tenghat et mandit a executione secundu qui per issos iuighantes issoro at esser determinadu[116].

Sur la base du contenu des quatre chapitres, il me paraît plutôt évident que dans la *Carta de Logu* toute la partie du procès concernant les délais et les modalités d'appel a été réglée en suivant de très près la législation romaine tardive de *appellationibus*, codifiée et innovée, même pour ce qui est des *tempora appellandi*[117], par l'empereur Justinien[118]. Mais pour dissiper tout doute à ce sujet, il suffira de lire quelques passages de la Novella 23 (*De appellationibus et intra quae tempora debeat appellari*), adressée à *Triboniano magistro officiorum et quaestori sacri palatii* et qui ne nous est parvenue intégralement que dans la version latine de l'*Authenticum*[119].

Nov. 23.1: Et sancimus omnes appellationes, sive per se sive per procuratores seu per defensores vel curatores et tutores ventilentur, posse intra decem dierum spatium a recitatione sententiae numerandum iudicibus ab his quorum interest offerri, sive magni sive minores sunt (excepta videlicet sublimissima praetoriana praefectura): ut liceat homini intra id spatium plenissime deliberare, sive appellandum ei sit sive quiescendum. Ne timore instante opus appellatorium frequentetur, sed ait omnibus inspectionis copia, quae et indiscussos hominum calores potest refrenare[120].

La *novella* a été édictée par l'empereur Justinien en janvier 536 apr. J.-C.[121] avec l'intention déclarée de remettre de l'ordre dans «la materia dell'appello, innovando i termini di impugnazione, la competenza per valore e i limiti di appellabilità per le cause di minor valore»[122] afin d'offrir à ses contemporains – comme on peut lire dans la *praefatio* – «*Anteriorum legum acerbitati plurima remedia*»[123]. C'est la raison pour laquelle l'empereur sanctionne dans Nov. 23.1 que *omnes appellationes* peuvent être présentées par tout personne ayant intérêt, *intra decem dierum spatium a recitatione sententiae numerandum*[124], devant n'importe quel juge (*sive magni sive minores sunt*), à l'exception de la *sublimissima praetoriana praefectura*.

Il me paraît opportun d'exposer ici, même brièvement, les parties des autres *capita* de la *Novella* 23 avec lesquelles on peut comparer les normes similaires de la *Carta de Logu*. Dans le *caput* 3, par exemple, il est prescrit qu'il est interdit de renvoyer en appel à Constantinople (afin de ne pas occuper *super minimis causis maximi nostri iudices*) les différends jusqu'à une valeur de dix livres d'or et qui ont été jugés en province par un *vir clarissimus*; ce *caput* dispose que ces différends seront réexaminés et qu'un jugement sans appel sera prononcé par un haut fonctionnaire impérial supérieur de rang *spectabilis*. Le *caput* 4, au contraire, confirme la norme qui réglait les appels contre les jugements émis par les *spectabiles*: ces jugements étaient toujours transférés, sans tenir compte de la valeur de l'affaire, à la juridiction conjointe du *praefectus praetorio* et du *quaestor sacri palatii*.

Nous pouvons conclure en affirmant que, selon moi, la preuve est faite que dans les chapitres de *appellationibus* de la *Carta de Logu*, notamment pour ce qui est de la détermination du délai de dix jours comme *tempus legitimu de appellare*, les compilateurs ont procédé, une fois encore, en renvoyant à un autre système normatif dont la simple dénomination *sa lege* («*comenti cumandat sa lege*») ou *sa ragione* («*infra su tempus ordinadu dae sa ragione*»)[125] sous-entend, sans équivoque, le droit romain de Justinien.

Mais la lecture des chapitres que nous venons de citer permet de relever une donnée encore plus importante: en effet, l'utilisation, dans les normes d'Arborea, de verbes indiquant clairement le commandement (*cumandare / ordinare*) et surtout

l'emploi de ces verbes au présent (*cumandat*), fait comprendre nettement que le législateur renvoie à l'autorité d'un système normatif de référence encore en vigueur. Et ce système est, sans aucun doute possible, le droit romain dans le *corpus* duquel les compilateurs de la *Carta de Logu* les dispositions attribuées à *sa lege*: ici la *Novella* 23.

## 10. – Les chapitres XCVII (*De deseredari*) et XCVIII (*De coyamentos*)

Examinons enfin les chapitres XCVII et XCVIII, intitulés respectivement *De deseredari* et XCVIII *De coyamentos*; malgré leurs titres, ils concernent tous deux le droit successoral[126].

*Carta de Logu*, chap. XCVII: Volemus et ordinamus qui nexuna persona de su rennu nostru de Arbaree usit nen deppiat deseredare sos figios, o ver nebodes suos nados dessos figios, dessor rexonis qui sillis at apertenne pro sa hereditadi de su padre, o ver de sa mama issoro; salvu si su padre over sa mama a sa morte issoro boherent narri et apponerent contra issos figios, o ver nebodes, iusta ochaxione pro sa quale illos deberent diseredare et assa dita ochaxione si deppiat provare legittimamente *per icusos a quj ant*[127] aviri lexadu sos benes issoro infra unu mese da essa die de sa morte de su testadore[128].

*Carta de Logu*, chap. XCVIII: Constituimus et ordinamus qui, si alcuna persona coiarit figia sua a dodas, qui non siat tenudu de lassareli nen darelli in vida nen in morte sua si non cussu quillat aviri dadu in dodas si non a voluntadi sua. Salvu si issu non avirit ateru figiu quilli deppiat laxari sa parte sua secundu raxione, contadu illoy in cussa parte cat deber avire sas dodas cat aviri appidu daenante. Et simigiamente si intendat pro tottu sos dixendentes suos et totu satero quillat remanne inde possat faguere cussu quillat plaghere et in casu qui morret ab intestadu sussedat sa figia femina coiada cus sus ateros fradis et sorriss suas iscontandu daessa parti sua cunssa doda qui at aviri appidu[129].

Même si la référence explicite au droit romain ne se trouve que dans le chapitre 98, dans lequel l'expression «*sa parte sua secundu raxione*» désigne la réserve héréditaire[130] qui, dans ce cas, revient à la fille précédemment dotée, l'analyse du contenu normatif des deux chapitres permet de comprendre clairement que le droit romain en est la source[131]. On peut raisonnablement indiquer comme source la *Novella* 115[132]: c'est sur son *caput* 3 que la discipline de l'exhérédation semble calquée.

*Nov.* 115.3.pr.: Aliud quoque capitulum praesenti legi addendum esse perspeximus. Sancimus igitur non licere penitus patri vel matri, avo vel aviae, proavo vel proaviae suum filium vel filiam vel ceteros liberos praeterire aut exheredes in suo facere testamento, nec si per quamlibet donationem vel legatum vel fideicommissum vel alium quemcumque modum eis dederint legibus debitam portionem, nisi forsitan probabuntur ingrati et ipsas nominatim ingratitudinis causas parentes suo inseruerint testamento. Sed quia causas, ex quibus ingrati liberi debeant iudicari, in diversis legibus dispersas et non aperte declaratas invenimus, quarum aliquae nec dignae nobis ad ingratitudinem visae sunt, aliquae vero cum essent dignae praetermissae sunt, ideo necessarium esse perspeximus eas nominatim in praesenti lege comprehendere, ut praeter ipsas nulli liceat ex alia lege ingratitudinis causas opponere nisi quae huius constitutionis serie continentur[133].

Édictée par l'empereur Justinien le 1er février 542 apr. J.-C., la *Novella* 115, dans ses *capita* 3,4 et 5 pr., «prescrisse che gli ascendenti e i discendenti dovessero

necessariamente venire istituiti *eredi*. La diseredazione non è ammessa se non per motivi gravi e determinati dalla Novella stessa»[134]. En outre, dans la nouvelle réglementation de Justinien, qui «fonde in un sol sistema quello formalistico della diseredazione e quello della querela»[135], pour l'exclusion de la succession aucune exhérédation expresse n'est demandée, il suffira de mentionner l'exclusion à propos de la personne que l'on veut priver de ses droits successoraux. L'héritier réservataire injustement frappé peut naturellement attaquer le testament, ce qui a comme conséquence la rescision ce dernier; cependant, écrit Voci, cette rescision «colpisce propriamente solo le *heredis institutiones*, giacché le altre disposizioni rimangono valide»[136].

Mais revenons à la *Novella* 115. Ce texte éclaire les raisons qui poussèrent l'empereur à légiférer dans cette matière (*Sed quia causas, ex quibus ingrati liberi debeant iudicari, in diversis legibus dispersas et non aperte declaratas invenimus, quarum aliquae nec dignae nobis ad ingratitudinem visae sunt, aliquae vero cum essent dignae praetermissae sunt*) en fixant définitivement les *iustae causae ingratitudinis* légalement reconnues et à sanctionner l'interdiction absolue de *ex alia lege ingratitudinis causas opponere*[137].

La confrontation entre les normes de la *Carta de Logu* et celles de la législation impériale que nous venons de citer présente un grand intérêt. *Nov.* 115.3.pr. et le chapitre XCVIII sanctionnent qu'en cas d'exhérédation le testateur doit obligatoirement déclarer la *iusta causa ingratitudinis* ou la *justa occagione* et, en quelque sorte, la prouver (*nisi forsitan probabuntur ingrati et ipsas nominatim ingratitudinis causas parentes suo inseruerint testamento*). Il n'en reste pas moins qu'en cas de litige les héritiers ont le fardeau de la preuve aussi bien dans le droit de Justinien (*Sive igitur omnes memoratas ingratitudinis causas sive certas ex his sive quamlibet unam parentes testamento suo inseruerint, et scripti heredes nominatam vel nominatas causas vel unam ex his veram esse monstraverint, testamentum suam firmitatem habere decernimus*)[138] que dans le "code" d'Arborea (*et assa dita ocaxione si deppiat provare legittimamente per icusos a quj ant aviri lexadu sos benes issoro infra unu mesi da essa die de sa morte de su testadore*).

Autre point de contact entre la réglementation impériale romaine et les normes de la *Carta de Logu* en matière de *deseredari*: la réserve héréditaire destinée aux enfants; elle est indiquée dans *Novella* 115.3.pr. avec l'expression *legibus debitam portionem* de laquelle semble dériver la *parte sua secundu ragione*, dont la fille, dans le cas décrit au chapitre 98 de la *Carta*, ne peut être privée par le testateur.

Quant au régime de la succession nécessaire, au-delà de la confrontation, très utile, des textes, il est opportun de réfléchir davantage sur ce qui manque dans le texte normatif de la *Carta de Logu*: ainsi, le chapitre XCVII ne fait, par exemple, aucune allusion à quelles étaient les causes légitimes sur lesquelles pouvait se fonder légalement *sa justa occagione* du *deseredari*. Le texte renvoie donc, une fois encore, tacitement à d'autres normes qui, pour le législateur, sont encore en vigueur et assez connues pour être sous-entendues. D'autres évidences nous permettent de déduire indirectement qu'il s'agissait d'un renvoi au droit romain.

La première de ces évidences nous est fournie par un juriste sarde inconnu, auteur d'un petit ouvrage de casuistique juridique connu sous le nom de *Questioni giuridiche esplicative della Carta de Logu* (mais, dans le code de la Bibliothèque Universitaire de Cagliari, il porte de la titre *Exposiciones de sa 'llege*, alors que les premières éditions imprimées ont un autre titre: *Sequuntur infra Sas leges prosas cales si regint in Sardinia*). Dans la rubrique *Qui potest deseredare*, afin de répondre à la question «*Ponamus qui su padri bolit isderedari asu figiu: podet illu faghiri o non?*», le juriste recourt presque naturellement au texte de la *Novella* 115, *caput* 3: «*Narat su testu quillu podet faghiri in XIII maneres*»; il énumère ensuite, une après l'autre, les quatorze *iustae ingratitudinis causae* de la *Novella* qu'il lisait «*in autentico*»[139]. L'ouvrage atteste un emploi plutôt fréquent et original du droit romain de Justinien dans la Sardaigne du XIVe siècle[140], bien qu'une analyse plus attentive du texte

montre que l'auteur n'avait pas une connaissance approfondie des sources et qu'il les utilisait de façon très rudimentaire; c'est ce qu'avait déjà bien vu Vittorio Finzi: «il modo con cui le allegazioni stesse furono barbaramente storpiate – écrivait-il – potrebbe provare che ad esse si ricorreva di rado»[141].

Il y a enfin une autre évidence qui, bien qu'elle ne puisse concerner Eleonora d'Arborea, éclaire bien le climat culturel de l'époque de la compilation de la *Carta de Logu*. C'est le texte d'une intégration aux *Statuti Sassaresi*, voulue par Brancaleone Doria en qualité de comte de Monteleone, contenant des rappels à *sa iusta et comuni rasonne* et à *sa lege comuni*. Ce document, plutôt lacunaire, que nous pouvons lire grâce à la transcription publiée par Besta[142], nous permet de comprendre que la norme ajoutée concernerait justement l'interdiction d'exhérédation du fils (à laquelle la tripartition *ut lege naturali, canonica et civili* se rapportait peut-être, même si ceci est absolument indéchiffrable), exhérédation que le législateur voulut considérer en général comme inadmissible (*ordinamus et bolemus qui su patri ad su figiu et non isu figiu ad su patrij non poçat diseredare dessa legittima sua*); «*exceptu cum iusta casione de sa lege comuni ordinadu*». Sur la base de cette intégration aux Statuts communaux de Sassari, pour élaborer lesquels le mari d'Eleonora d'Arborea a certainement fait recours aux mêmes experts juridiques qu'elle, je crois qu'il est plus logique de supposer que c'est de cette même *lege comuni* qu'avait dû s'inspirer la législation d'Arborea en matière d'exhérédation. C'est d'ailleurs ce qu'il me semble d'avoir suffisamment prouvé dans mon analyse des textes juridiques romains.

## **11. – Suggestions romanistes: «*su bene dessa re plubigha sardischa*», «*su utili cummoni*» et autres idées inspiratrices de la législation des Seigneurs d'Arborea**

En conclusion, voici quelques suggestions romanistes relatives aux idées qui ont inspiré la *Carta de Logu*. La finalité déclarée dans le prologue était principalement de *affrenare e constringhere* «*sa superbia dessos reos et malvagos hominis*», afin de consentir «*quisos bonos et puros et innocentes pozant viver et istare inter issos reos ad seguridades pro paura dessas penas*»[143].

Eleonora d'Arborea, «*per issos bonos capidulos*» de la *Carta de Logu*, se proposait ainsi de porter remède de façon ferme et efficace à la mauvaise situation de son époque, au cours de laquelle – comme d'ailleurs aujourd'hui encore – «*ciaschuno est plus inquenivili assu malu fageri qui non assu bene dessa re plubigha sardischa*»[144].

Soulignons, à ce propos, que le rappel ci-dessus «*assu bene dessa re plubigha sardischa*» permet de percevoir, une fois encore, une solide référence à la culture juridique de l'époque de la part des compileurs inconnus de la *Carta de Logu*; il me semble en effet qu'il est possible de percevoir distinctement, pour l'utilisation du concept de *respublica*, aussi bien la conscience du rapport syntagmatique entre *populus* et *respublica*, déjà soutenue par les glossateurs les plus anciens[145], que la connaissance des différentes significations du mot *respublica*, qui étaient schématisées dans la Glose d'Accursius[146].

Eleonora d'Arborea voulut aussi relier les normes de la *Carta de Logu* aux motifs qui avaient inspiré l'œuvre réformatrice de son père, Mariano IV d'Arborea[147]; le premier de ces motifs étant la défense intransigeante des activités agricoles[148] contre les invasions fréquentes des bergers[149]; défense que ce juge avait mis en œuvre avec la promulgation du "Code rural"[150], qui fut introduit, et ce n'est pas un hasard, dans la *Carta de Logu* d'Eleonora dès la première édition imprimée[151]: «*L'economia terriera sarda, nella "Carta" di Eleonora – écrivait à ce propos Carlo Guido Mor – ci appare imperniata, quasi, sul duello fra cultura e pastorizia, ma la legislatrice ci si palesa nettamente favorevole alla prima, difesa energicamente di fronte all'invandenza degli armenti*»[152].

La référence générale à la finalité suprême du pouvoir souverain de légiférer, finalité exprimée par la phrase «*provvideri a su utili cummoni et bonu istadu de sa gente nostra*»[153] que nous pouvons lire dans le prologue du "Code rural"[154], est un des motifs qui ont inspiré Mariano d'Arborea. Dans ce rappel *a su utili cummoni*, en tant qu'objectif premier de la législation des "Giudici" d'Arborea, il me semble qu'il est possible d'entrevoir les *quaedam publice utilia*[155], que la jurisprudence romaine avait conçues comme éléments caractérisant le *ius publicum*[156].

---

[1] Le seul manuscrit existant de la *Carta de Logu* se trouve à la Bibliothèque Universitaire de Cagliari: E. BESTA-P.E. GUARNERIO, *Carta de Logu de Arborea. Testo con Prefazioni illustrative*, Tiré à part de *Studi sassaresi* III, 1905. Pour l'histoire des différentes éditions, voir l'essai exhaustif et bien documenté de T. OLIVARI, *Le edizioni a stampa della "Carta de Logu" (XV-XIX sec.)*, in *Medioevo. Saggi e rassegne* XIX, 1994, 159 ss.

La première réflexion "scientifique" sont les *Commentaria et Glosa in Cartam de Logu*, publiés à Madrid en 1567 par Gerolamo Olives (1505-1571?), juriste de Sassari très cultivé et avocat fiscal auprès du Conseil Supérieur d'Aragon (P. MARTINI, *Biografia Sarda*, II, Cagliari 1837-38, 339 ss.; et P. TOLA, *Dizionario biografico degli uomini illustri di Sardegna, ossia storia della vita pubblica e privata di tutti i sardi che si distinsero per opere, azioni, talenti, virtù e delitti*, III, Torino 1838, 29 ss.). Je cite ici l'édition de 1607: HIERONYMI OLIVES SARDI, *Commentaria et Glosa in Cartam de Logu. Legum, et ordinationum Sardarum noviter recognitam, et veridice impressam*, Sassari MDCXVII.

[2] Sur la "giudicessa"-régente du "Giudicato di Arborea" et sur son activité législative, voir la synthèse de F.C. CASULA, *La Sardegna aragonese, 2. La Nazione sarda*, Sassari 1990, 413 ss. Antonello Mattone nous fournit des idées intéressantes pour une réflexion critique sur les problèmes historiographiques: A. MATTONE, v. *Eleonora d'Arborea*, in *Dizionario Biografico degli Italiani*, XLII, Roma 1993, 410 ss. (avec la bibliographie la plus complète sur Eleonora d'Arborea); ID., *Un mito nazionale per la Sardegna. Eleonora d'Arborea nella tradizione storiografica (XVI-XIX secolo)*, in *Società e cultura nel Giudicato d'Arborea e nella Carta de Logu. Atti del Convegno internazionale di studi, Oristano 5-8 dicembre 1992*, a cura di G. Mele, Nuoro 1995, 17 ss.

[3] La doctrine du XIXe siècle donnait comme date 1395: cf., pour tous, G.M. MAMELI DE' MANNELLI, *Le Costituzioni di Eleonora giudicessa d'Arborea intitolate Carta de Logu. Colla Traduzione Letterale dalla Sarda nell'Italiana Favella e con copiose Note*, Roma 1805 [réimpression anastatique, Cagliari 1974], 14 n. 4. E. BESTA, *La Carta de Logu quale monumento storico-giuridico*, in E. BESTA-P.E. GUARNERIO, *Carta de Logu de Arborea. Testo con prefazioni illustrative*, cit., 18, proposa 1392; cf. ID., *La Sardegna medioevale, 2. Le istituzioni politiche, economiche, giuridiche, sociali*, Palermo 1909 [réimpression anastatique Bologna 1979], 154. A. ERA, *Le così dette questioni giuridiche esplicative della Carta de Logu*, in *Studi di storia e diritto in onore di E. Besta per il XL anno del suo insegnamento*, II, Milano 1939, 395, indiquait au contraire 1386 même si ensuite, dans sa dernière étude, *Le 'Carte de logu'*, in *Studi sassaresi*, II serie, XXIX, 1962, 12, il adopte une position plus nuancée, sans jamais accepter 1392. Dans le sillage d'Era, E. Cortese propose une «hypothèse» de datation: E. CORTESE, *L'opera di Antonio Era nella storiografia giuridica. - Nel ricordo di Antonio Era: una proposta per la datazione della "Carta de Logu" d'Arborea*, Università degli Studi di Sassari - Facoltà di Giurisprudenza, Sassari, 9 dicembre 1982, 29. La date de 1392, devenue désormais presque canonique, est repropagée dans les éditions les plus récentes de la *Carta d'Arborea*: F. C. CASULA, *La "Carta de Logu" del regno di Arborea. Traduzione libera e commento storico*, Sassari 1995, 240.

[4] Pour ce qui est de la définition du *genus* du document *Carta de Logu*, dont la *Carta de Logu de Arborea* est le modèle le plus complet que nous connaissons, je me réfère, pour son admirable clarté de synthèse, à ce qu'a écrit A. ERA, *Le 'Carte de Logu'*, cit., 15: «La legge giudicale è un "ordinamentu" che consta di uno [...] o più capitoli [...] riguardanti però un'unica materia; *Carta de logu* è il complesso di più "ordinamentus" ciascuno di materia diversa e non si presenta come una codificazione finita, sibbene aperta ad innovazioni ed ampliamenti, ottenuti mediante l'aggiunta di altri "ordinamentus" singoli o plurimi e, a differenza dei codici moderni che sono dedicati ad una singola materia e chiusi, abbraccia materie varie, come gli statuti medievali, e consente successive stratificazioni come un editto romano o longobardo».

[5] Cf. F. SINI, *Comente comandat sa lege. Diritto romano nella Carta de Logu d'Arborea*, [Università degli Studi di Sassari - Pubblicazioni del Seminario di diritto romano del Dipartimento di Scienze

Giuridiche, 11] Torino 1997.

[6] Dans les citations de la Carta de Logu d'Arborea, j'ai généralement suivi le texte de l'édition incunable: *Carta de Logu. Riproduzione dell'edizione quattrocentesca conservata nella Biblioteca Universitaria di Cagliari*, a cura di Antonina Scanu, Sassari 1991.

[7] À propos des compilateurs de la *Carta de Logu*, voir A. MARONGIU, *Sul probabile redattore della Carta de Logu*, à présent in ID., *Saggi di storia giuridica e politica sarda*, cit., 60 ss. Pour les aspects généraux de la culture (principalement de modèle italien) du Giudicato d'Arborea pendant la période de la compilation d'Eléonore, voir F.C. CASULA, *La cancelleria sovrana dell'Arborea dalla creazione del "Regnum Sardiniae" alla fine del giudicato (1297-1410)*, in *Medioevo. Saggi e rassegne* III, 1977, 75 ss.; ID., *Cultura e scrittura nell'Arborea al tempo della Carta de Logu*, in *Il mondo della Carta de Logu*, cit., 71 ss.

[8] E. BLASCO FERRÉR, *Storia linguistica della Sardegna*, Tübingen 1984, 64; ID., *La lingua sarda contemporanea. Grammatica del logudorese e del campidanese*, Cagliari 1986, 70 s.

[9] M. DA PASSANO, *Delitto e delinquenza nella Sardegna sabauda (1823-1844)*, [Pubblicazioni della Facoltà di Giurisprudenza dell'Università di Sassari. Serie storica, 3] Milano 1984, 1 ss. (avec une vaste revue de la bibliographie précédente).

[10] Il faut donc partager le jugement de F. SCHUPFER, *Manuale di storia del diritto italiano*, 4<sup>a</sup> ed. riveduta e riordinata, Città di Castello-Firenze 1908, 382, selon lequel la durée de la *Carta de Logu* «fa fede certamente della bontà intrinseca della legge, ma attesta eziandio l'indole piuttosto stazionaria di costumi insulari».

[11] P.E. GUARNERIO, *La lingua della «Carta de Logu» secondo il manoscritto di Cagliari*, in E. BESTA-P.E. GUARNERIO, *Carta de Logu de Arborea. Testo con prefazioni illustrative*, cit., 69 ss.; A. SANNA, *La lingua della Carta de Logu*, in ID., *Il dialetto di Sassari e altri saggi*, Cagliari 1973, 9 ss.; ID., *Il carattere popolare della lingua della Carta de Logu*, in *Il mondo della Carta de Logu*, cit., 49 ss.; G. PAULIS, *Parole e storia nel mondo della 'Carta de Logu' e del Giudicato di Arborea*, in *Studi in onore di Massimo Pittau*, I, Sassari 1994, 11 ss. À propos des aspects historico-linguistiques du «sardo antico del periodo giudiciale e dei condaghi», je renvoie à E. BLASCO FERRÉR, *Storia linguistica della Sardegna*, cit., 64 ss.; ID., *Carta de Logu d'Eleonora d'Arborea, 1355-1376*, in "Diritto @ Storia. Quaderni di scienze giuridiche e tradizione romana", II (marzo 2003) = < <http://www.dirittoestoria.it/tradizione2/Blasco-Crestomanzia.htm> >.

[12] Cette particularité de la *Carta de Logu* n'avait pas échappé à A. PERTILE, *Storia del diritto italiano dalla caduta dell'impero romano alla codificazione*, II. 2. *Storia del diritto pubblico e delle fonti*, 2<sup>a</sup> ed., a cura di P. Del Giudice, Milano-Roma-Napoli 1898, 88-91. Celui-ci soutenait que la Carta était restée en vigueur bien après son abolition formelle: «essa non perdette ogni valore nell'isola che allorquando vi fu introdotto il codice civile italiano, e con esso si ruppe ogni filo della storia».

[13] *Carta de Logu*, chap. XXXVIII, CXLII, CLXVII; cf. aussi chap. CLXXI et CXCIV.

[14] G. PAZZAGLIA, *L'istituto del barracellato e l'agricoltura della Sardegna*, in *Atti del secondo Congresso Nazionale di Diritto agrario* (Mussolinia-Cagliari-Sassari 16-19 ottobre 1938), Roma 1939, 95 ss.; P. SANNA, *Le origini delle compagnie barracellari e gli ordinamenti di polizia rurale nella Sardegna moderna*, in *La Carta de Logu nella storia del diritto medievale e moderno*, a cura di I. BIROCCHI e A. MATTONE, sous presse aux Editions Laterza.

[15] *Carta de Logu*, chap. XCIV (*De sotzus*).

[16] *Carta de Logu*, chap. CLX-CLXV [= chap. 132-137 éd. Besta-Guarnerio].

[17] A. PIGLIARU, *La vendetta barbaricina come ordinamento giuridico* (Milano 1959), à présent in ID., *Il banditismo in Sardegna. La vendetta barbaricina come ordinamento giuridico*, Nouvelle édition, avec introduction de L. M. LOMBARDI SATRIANI, Milano 1975, 85 s.; 168 ss. Titulaire, jusqu'à sa mort prématurée en 1969, de la Chaire de Doctrine de l'Etat à l'Université de Sassari, Antonio Pigliaru a été, en Sardaigne, le philosophe du droit le plus important de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle: pour une vision d'ensemble, cf. la biographie de M. PULIGA, *Antonio Pigliaru. Cosa vuol dire essere uomini*, Pisa-Sassari 1996. Il est impossible, dans une note, de dessiner la complexité de sa pensée, ses multiples intérêts théorétiques et son engagement civique; je me borne à mentionner quelques-uns de ses ouvrages les plus significatifs: *Persona umana e ordinamento giuridico*, Milano 1953; *Meditazioni sul regime penitenziario italiano*, in appendice *Saggio sul valore morale della pena*, Sassari 1959; *La piazza e lo Stato*, Sassari 1961; *Struttura, soprastruttura e lotta per il diritto*, Padova 1965; *Scritti sul fascismo*, a cura di M. Addis Saba e M. Puliga, Pisa-Sassari 1983.

[18] A. PIGLIARU, *Il banditismo in Sardegna. La vendetta barbaricina come ordinamento giuridico*,

cit., 85-86.

[19] A. PIGLIARU, *Il banditismo in Sardegna. La vendetta barbaricina come ordinamento giuridico*, cit., 171 ss.

[20] F. BRANDILEONE, *Lezioni di storia del diritto italiano*, Roma 1922, 136-137.

[21] A. SOLMI, *Prefazione*, in *Testi e documenti per la storia del Diritto agrario in Sardegna*, cit., VII-VIII; ID., *Studi storici sulle istituzioni della Sardegna nel medio evo*, cit., 261-262.

[22] A. MATTONE, v. *Dexart, Giovanni*, in *Dizionario Biografico degli Italiani*, XXXIX, Roma 1991, 617 ss.

[23] IOANNIS DEXART, *Capitula sive Acta Curiarum regni Sardiniae*, Carali 1645, I, 4, 3, n° 6-7. Cf. aussi G. MANNO, *Storia di Sardegna*, II, Torino 1824 [réimpression anastatique, Bologna 1973], 398.

[24] A. PERTILE, *Storia del diritto italiano dalla caduta dell'impero romano alla codificazione*, II.2, cit., 89.

[25] F. SCHUPFER, *Manuale di storia del diritto italiano*, cit., 380 s.

[26] V. FINZI, *Questioni giuridiche esplicative della Carta de Logu*, in *Studi sassaresi*, I, 1901, Sez. I - Fasc. II, 125 ss.

[27] *Carta de Logu. Riproduzione dell'edizione quattrocentesca conservata nella Biblioteca Universitaria di Cagliari*, a cura di Antonina Scanu, cit., 43 ss.; *Carta de Logu, fata et instituida dae sa donna Helionora iuyghissa de Arboree, novamente revista et corretta de multos errores, cun unu breve ispedidu ordine in dogna cabidulu conforme a su chi tratat*. Stampado novamente en Napolis, pro Tarquinio Longu, ad istancia de Martine Saba stampador en Calleris, MDCVII, 153 ss.

[28] V. FINZI, *Questioni giuridiche esplicative della Carta de Logu*, cit., 126.

[29] E. BESTA, *La Carta de Logu quale monumento storico-giuridico*, cit., 19.

[30] E. BESTA, *Il diritto sardo nel medioevo*, Bari 1898, 24; ID., *La Sardegna medioevale*, 2, cit., 161.

[31] R. DI TUCCI, *Il diritto pubblico della Sardegna nel Medio Evo*, cit., 3.

[32] R. DI TUCCI, *Il diritto pubblico della Sardegna nel Medio Evo*, cit., 6; cf. 91 s.

[33] R. DI TUCCI, *Il diritto pubblico della Sardegna nel Medio Evo*, cit., 10 s.

[34] VITTORIO DEVILLA (1889-1960) fut chargé du cours de Droit romain à l'Université de Sassari de 1937 à 1959; il avait été formé à l'école de Carlo Fadda et de Flaminio Mancaleari, et il fut l'auteur de monographies très appréciées et de nombreux essais: '*Actio incerti*', Sassari 1932; '*Problemi relativi all'«optio servi»*', Sassari 1933; '*Le 'usurae ex pacto' nel diritto romano*', Roma 1937; '*La 'liberatio legata' nel diritto classico e giustiniano*', Milano 1939; '*Contributo alla storia e alla teoria della 'condictio possessionis'*', in *Studi sassaresi*, II serie, X, 1932, 137 ss.; '*Aequitas naturalis*', in *Scritti in onore di Flaminio Mancaleari* [= *Studi sassaresi*, II serie, vol. XVI], Sassari 1938, 123 ss.; '*Studi sull'«obligatio naturalis»*', in *Studi sassaresi*, II serie, XVII, 1939, 30 ss., 85 ss., 185 ss.; '*Appunti sul Senatoconsulto Macedoniano*', in *Studi sassaresi*, II serie, XVIII, 1941, 255 ss.; '*Aqua et igni interdictio*', in *Studi sassaresi*, II serie, XXIII, 1950, 1 ss.; '*Exilium perpetuum*', in *Studi in memoria di E. Albertario*, I, Milano 1953, 293 ss.; '*La 'manumissio vindicta' nel diritto giustiniano*', in *Studi in onore di Pietro De Francisci*, II, Milano 1956, 273 ss.; '*L'obbligazione naturale nel diritto classico*', paru après sa mort in *Studi in onore di E. Betti*, II, Milano 1962, 362 ss.

[35] V. DEVILLA, *Casi di diritto agrario nelle c. d. "Questioni esplicative della Carta de logu"*, in *Testi e documenti per la storia del Diritto agrario in Sardegna*, cit., 95 ss.

[36] V. DEVILLA, *Casi di diritto agrario nelle c. d. "Questioni esplicative della Carta de logu"*, cit., 97.

[37] A. MARONGIU, *Aspetti della vita giuridica sarda nei Condaghi di Trullas e di Bonarcado (secoli XI-XIII)*, in *Studi Economico-Giuridici dell'Università di Cagliari* XXVI, 1938, 624 ss. [= ID., *Saggi di storia giuridica e politica sarda*, cit., 13 ss.]; *Sul probabile redattore della Carta de Logu*, cit. [= ID., *Saggi*, cit., 61 ss.]; *Delitto e pena nella Carta de logu di Arborea*, in *Studi in onore di Carlo Calisse*, I, Milano 1940, 107 ss. [= ID., *Saggi*, cit., 75 ss.].

[38] Sur lequel, d'après A. MARONGIU, *Delitto e pena nella Carta de logu di Arborea*, à présent in ID., *Saggi di storia politica e giuridica sarda*, cit., 81 s., Eleonora d'Arborea aurait fondé «la affermazione o la esclusione della responsabilità e (naturalmente in relazione anche alle circostanze dei singoli delitti) la commisurazione della pena: ciò in particolare nella ricerca degli estremi del dolo o della colpa e, per i delitti intenzionali e volontari – cioè dolosi –, del movente dell'azione».

[39] A. MARONGIU, *Delitto e pena nella Carta de logu di Arborea*, à présent in ID., *Saggi di storia politica e giuridica sarda*, cit., 82 s.

[40] A. ERA, *Le così dette questioni giuridiche esplicative della Carta de Logu*, cit., 377 ss.

[41] Pour la biographie, la bibliographie et les intérêts scientifiques de cet éminent auteur, voir C. SOLE, *Antonio Era: profilo bio-bibliografico*, in *Studi storici e giuridici in onore di Antonio Era*, Padova 1963, VII ss.; E. CORTESE, *L'opera di Antonio Era nella storiografia giuridica. - Nel ricordo di Antonio Era: una proposta per la datazione della "Carta de Logu" d'Arborea*, Università degli Studi di Sassari - Facoltà di Giurisprudenza, Sassari, 9 dicembre 1982 = ID., *Nel ricordo di Antonio Era. Una proposta per la datazione della "Carta de Logu" d'Arborea*, in *Quaderni Sardi di Storia* 3, 1983, 25 ss.

[42] A. ERA, *Le così dette questioni giuridiche esplicative della Carta de Logu*, cit., 379-380.

[43] A. ERA, *Le così dette questioni esplicative della Carta de Logu*, cit., 398.

[44] Cet auteur avait consacré au thème des rapports entre droit romain et *Carta de Logu* une communication présentée au colloque sur Eleonora d'Arborea (Oristano, avril 1962); le texte de cette communication fut incorporé par l'auteur dans l'essai *Diritto romano e diritto comune in Sardegna*, et publié dans le volume E. CORTESE, *Appunti di storia giuridica sarda*, Milano 1964, 119 ss.

[45] E. CORTESE, *Diritto romano e diritto comune in Sardegna*, cit., 125.

[46] E. CORTESE, *Diritto romano e diritto comune in Sardegna*, cit., 127.

[47] E. CORTESE, *Diritto romano e diritto comune in Sardegna*, cit., 126-127.

[48] E. CORTESE, *Diritto romano e diritto comune in Sardegna*, cit., 134-135.

[49] Cf. E. CORTESE, *Il diritto nella storia medioevale*, II. *Il basso medioevo*, Roma 1995, 348 ss.

[50] E. CORTESE, *Il diritto nella storia medioevale*, II, cit., 353: «Almeno in alto loco, e almeno di nome, le *leges* di Giustiniano erano conosciute da lunga data, da quando taluni giudici sardi avevan preso ripetuti impegni, sin dal tardo XII secolo, di giudicare i mercanti soprattutto genovesi oltre che secondo gli usi anche secondo le leggi romane. Due secoli più tardi la *Carta de Logu* si riferisce certo al diritto giustiniano quando richiama la *lege* o la *ragione*: pur senza sopravvalutare la cosa, si tratta dell'indizio di un'importante apertura al mondo della romanità continentale. E di un primo passo verso l'ingresso della Sardegna nel sistema del Diritto comune».

[51] E. ARTIZZU, *L'omicidio nella Carta de Logu*, in *Quaderni bolotanesi* XXII, 1996, 157 ss.; pour une synthèse rapide du droit médiéval, cf. G. DIURNI, v. *Omicidio (dir. interm.)*, in *Enciclopedia del diritto*, XXIX, Milano 1979, 910 ss.

[52] Le mot «*consentivilis*» de l'édition incunable se présente sous une variante («*consentibilis*») dans le Manuscrit conservé à la bibliothèque Universitaire de Cagliari (E. BESTA-P.E. GUARNERIO, *Carta de Logu de Arborea. Testo con prefazioni illustrative*, cit., 6); alors qu'il devient «*consentientes*» dans le texte du commentaire de G. Olives à la *Carta d'Arborea*: HIERONYMI OLIVES SARDI, *Commentaria et Glosa in Cartam de Logu*, cit., 9.

[53] La leçon du manuscrit est différente: «*pro qui narat sa lege: Facientes e consencientes pari pena pariuntur*». Donc, dans le texte manuscrit de la *Carta de Logu*, sa *lege* est au singulier, *agentes* de l'édition incunable est remplacé par le terme *facientes*, enfin le verbe *puniuntur* devient *pariuntur*; mais les éditeurs corrigent, à raison, *pariuntur* par *puniantur*: E. BESTA-P.E. GUARNERIO, *Carta de Logu de Arborea*, cit., 6.

[54] J'ai préféré garder la leçon «*ma pro causa fortunabili*» de l'édition incunable (suivie aussi par HIERONYMI OLIVES SARDI, *Commentaria et Glosa in Cartam de Logu*, cit., 9; G.M. MAMELI DE' MANNELLI, *Le Costituzioni di Eleonora giudicessa d'Arborea intitolate Carta de Logu*, cit., 16; F.C. CASULA, *La "Carta de Logu" del regno di Arborèa*, cit., 36), plutôt que la forme «*anti pro casu fortuito*» du manuscrit. Bien que la forme que je viens de citer semble plus précise du point de vue technico-juridique (elle semble en effet

calquée sur le *sed casu fortuito* du C.I. 1,9,16,4), la leçon «*ma pro causa fortunabili*» me paraît toutefois beaucoup plus significative car elle constitue un cas exemplaire d'adaptation linguistique – donc le fruit d'une *interpretatio* de la jurisprudence – d'un texte latin au langage "populaire" choisi par la législatrice d'Arborea pour sa compilation.

[55] Trad.: «Nous voulons et ordonnons que si quelqu'un tue un homme, et qu'il le confesse lors du procès, ou bien que (son crime) soit prouvé, selon ce que l'ordre de la raison commande, qu'il soit décapité là où il a été condamné, de façon à ce qu'il en meure. Et personne ne soit sauvé par l'argent, à moins que le sus-cité (homicide) n'ait tué pour se défendre. Cette défense devra être prouvée et démontrée par le témoignage d'hommes honorables dans les quinze jours à partir du jour établi par notre *armentariu de logu*, ou bien par un autre de nos officiers, auquel l'affaire a été confiée. Et s'il est prouvé que la personne a tué pour se défendre, comme il est dit plus haut, qu'elle ne soit pas tuée, qu'aucune peine ne lui soit infligée, qu'elle ne paie rien. Et si par hasard il arrivait que plusieurs personnes soient ensemble et que l'une d'elles tue un autre homme et que les autres, non coupables de cette mort, ne viennent pas dans les trois jours à la Cour (de justice) se disculper légitimement en se déclarant non consentants pour la mort de cet homme, qu'ils soient punis et condamnés à mort comme celui qui a perpétré le crime, parce que les lois disent: "*agentes et consentientes pari pena puniuntur*" ("que celui qui agit et celui qui consent soit puni avec la même peine"). Tandis qu'au cas où quelqu'un tue un autre homme à l'improviste, sans le faire délibérément et sans préméditation mais par cas fortuit, comme beaucoup d'accident arrivent, nous voulons que dans ce cas, il soit soumis, il doit être soumis, à notre volonté et à notre correction».

[56] Sur la discipline romaniste: U. BRASIELLO, *Sulla ricostruzione dei crimini in diritto romano. Cenni sull'evoluzione dell'omicidio*, in *Studia et documenta historiae et iuris* XLII, 1976, 246 ss.; B. SANTALUCIA, v. *Omicidio (diritto romano)*, in *Enciclopedia del diritto*, XXIX, Milano 1979, 886 ss. [= ID., *Studi di diritto romano*, Roma 1994, 107 ss.]; A. BISCARDI, *L'imputabilità dell'atto delittuoso in diritto romano*, in *Apollinaris* LII, 1979, 150 ss.; L. RODRÍGUEZ ALVAREZ, *La tentativa de homicidio en la jurisprudencia romana*, in *Anuario de historia del derecho español* XLIX, 1979, 5 ss.; A. WACKE, *Fahrlässige Vergehen in römischen Strafrecht*, in *Revue internationale des droits de l'antiquité* XXVI, 1979, 505 ss.; EVELYN HÖBENREICH, *Überlegungen zur Verfolgung unbeabsichtigter Tötungen von Sulla bis Hadrian*, in *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte (Rom. Abt.)* 120, 1990, 249 ss. Cf. anche, dans une optique plus étendue, G. PUGLIESE, *Linee generali dell'evoluzione del diritto penale pubblico durante il principato*, in *Aufstieg und Niedergang der römischen Welt*, II.14, Berlin-New York 1982, 722 ss.; V. GIUFFRÈ, *La 'repressione criminale' nell'esperienza romana. Profili*, 3<sup>a</sup> ed., Napoli 1993; A.D. MANFREDINI, *Crimini e pene da Augusto ad Adriano*, in *'Res publica' e 'princeps'. Vicende politiche, mutamenti istituzionali e ordinamento giuridico da Cesare ad Adriano. Atti del Convegno internazionale di diritto romano. Copanello 25-27 maggio 1994*, a cura di F. Milazzo, Napoli 1996, 219 ss.

[57] À propos de dol, faute et cas fortuit, voir A. MARONGIU, *Delitto e pena nella "Carta de logu" d'Arborea*, à présent in ID., *Saggi di storia giuridica e politica sarda*, cit., 75 ss., en particulier 82 s.

[58] F. BRANDILEONE, *Lezioni di storia del diritto italiano*, cit., 139-140.

[59] A. MARONGIU, *Delitto e pena nella "Carta de logu" d'Arborea*, à présent in ID., *Saggi di storia giuridica e politica sarda*, cit., 81 s.

[60] Cf. GABRIELLA OLLA REPETTO, *I «boni homines» sassaresi ed il loro influsso sul diritto e la società della Sardegna medioevale e moderna*, in *Gli Statuti sassaresi. Economia, Società, Istituzioni a Sassari nel Medioevo e nell'Età Moderna. Atti del convegno di studi. Sassari, 12-14 maggio 1983*, cit., 355 ss., en particulier 358.

[61] E. BESTA, *La Sardegna medioevale*, 2, cit., 61 e 96; cf. aussi G.M. MAMELI DE' MANNELLI, *Le Costituzioni di Eleonora giudicessa d'Arborea intitolate Carta de Logu*, cit., 16 note 7; A. SOLMI, *Studi storici sulle istituzioni della Sardegna nel medio evo*, Cagliari 1917, 72; plus récemment G. OLLA REPETTO, *L'ordinamento costituzionale-amministrativo della Sardegna alla fine del '300*, in *Il mondo della Carta de Logu*, cit., 111 ss.; mais surtout 140 ss.

[62] C. FERRINI, *Diritto penale romano*, Milano 1889, 31 ss.; TH. MOMMSEN, *Römisches Strafrecht*, Leipzig 1899, 620 s. [= ID., *Le droit penal romain*, trad. de J. Duquesne, II, Paris 1907, 334 ss.]; J. CAROÏ, *La violence en droit criminel romain*, Paris 1914, 27 ss.; C. GIOFFREDI, *I principi del diritto penale romano*, Torino 1970, 90 ss.; G. LONGO, *Sulla legittima difesa e sullo stato di necessità in diritto romano*, in *Sein und Werden im Recht. Festgabe für Ulrich von Lübtow*, Berlin 1970, 321 ss.; J.M. GARCÍA MARÍN, *La legítima defensa hasta fines de la Edad Media. Notas para su estudio*, in *Anuario de historia del derecho español* L, 1980, 413 ss.

[63] Sur le *ius naturale*: J. GAUDEMET, *Quelques remarques sur le droit naturel à Rome*, in *Revue internationale des droits de l'antiquité* I, 1952, 453 ss.; M. VILLEY, *Deux conceptions du droit naturel dans l'Antiquité*, in *Revue historique de droit français et étranger* XXXI, 1953, 475 ss.; A. BURDESE, *Il concetto di*

'*ius naturale*' nel pensiero della giurisprudenza classica, in *Rivista Italiana per le Scienze Giuridiche*, Serie III, VII, 1954, 407 ss.; G. NOCERA, '*Ius naturale*' nella esperienza giuridica romana, Milano 1962; PH. DIDIER, *Les diverses conceptions du droit naturel à l'œuvre dans la jurisprudence romaine des IIe et IIIe siècles*, in *Studia et documenta historiae et iuris* XLVII, 1981, 195 ss.; F. SINI, *Bellum nefandum. Virgilio e il problema del "diritto internazionale antico"*, Sassari 1991, 216 ss.; L.C. WINCKEL, *Einige Bemerkungen über ius naturale und ius gentium*, in *Festschrift für Wolfgang Waldstein zum 65. Geburtstag*, Stuttgart 1993, 443 ss.; W. WALDSTEIN, *Ius naturale im nachklassischen römischen Recht und bei Juristen*, in *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte (Rom. Abt.)* 111, 1994, 1 ss.

[64] S. BRASSLOFF, v. *Florentinus*, in *Real-Encyclopädie der classischen Altertumswissenschaft*, VI, Stuttgart 1909, 2755 s.; P. KRÜGER, *Geschichte der Quellen und Litteratur des römischen Rechts*, 2a ed., München und Leipzig 1912, 215; M. VILLEY, *Recherches sur la littérature didactique du droit romain*, Paris 1945, 42; F. WIEACKER, *Doppelexemplare der Institutionen Florentins, Marcians und Ulpian*, in *Revue internationale des droits de l'antiquité* III, 1949, 275 ss.; D. LIEBS, *Römische Provinzialjurisprudenz, in Aufstieg und Niedergang der römischen Welt*, II.15, Berlin-New York 1976, 348 s.; H.L.W. NELSON, *Überlieferung, Aufbau und Stil von Gai Institutiones*, Leiden 1981, 372 ss.; M. BRETONE, *Storia del diritto romano*, 5a ed., Roma-Bari 1995, 401 ss.; S. QUERZOLI, *Il sapere di Fiorentino. Etica, natura e logica nelle 'Institutiones'*, Napoli 1997, 11 ss.

[65] S. QUERZOLI, *Il sapere di Fiorentino*, cit., 132 ss., avec des réflexions intéressantes sur la propension à l'universalisme de la culture de ce juriste.

[66] W. WALDSTEIN, *Entscheidungsgrundlagen der klassischen römischen Juristen*, in *Aufstieg und Niedergang der römischen Welt*, II.15, Berlin-New York 1976, 85 s.; PH. DIDIER, *Les diverses conceptions du droit naturel à l'œuvre dans la jurisprudence romaine des IIe et IIIe siècles*, cit., 256 s.; M. KASER, '*Ius publicum*' und '*ius privatum*', in *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte (Rom. Abt.)* CXVI, 1986, 95 s.; YANG ZHENSHAN, *La tradizione filosofica del diritto romano e del diritto cinese antico e l'influenza del diritto romano sul diritto cinese contemporaneo*, in *Index. Quaderni camerti di diritto romano* XXI, 1993, 527.

[67] W. WALDSTEIN, *Entscheidungsgrundlagen der klassischen römischen Juristen*, in *Aufstieg und Niedergang der römischen Welt*, II.15, Berlin-New York 1976, 85 s.; PH. DIDIER, *Les diverses conceptions du droit naturel à l'œuvre dans la jurisprudence romaine des IIe et IIIe siècles*, cit., 256 s.; M. KASER, '*Ius publicum*' und '*ius privatum*', in *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte (Rom. Abt.)* CXVI, 1986, 95 s.; YANG ZHENSHAN, *La tradizione filosofica del diritto romano e del diritto cinese antico e l'influenza del diritto romano sul diritto cinese contemporaneo*, in *Index* XXI, 1993, 527.

[68] M. POHLENZ, *Die Stoa. Geschichte einer geistiger Bewegung*, Göttingen 1959, trad. it.: *La stoa. Storia di un movimento spirituale*, I, Firenze 1967, 547. Plus en général, sur l'influence de la doctrine stoïque sur la culture juridique romaine, cf. à présent l'essai de P.A. VANDER WAERDT, *Philosophical Influence on Roman Jurisprudence? The Case of Stoicism and Natural Law*, in *Aufstieg und Niedergang der römischen Welt*, II.36.7, Berlin-New York 1994, 4789 ss.

[69] B. BIONDI, *La concezione cristiana del diritto naturale nella codificazione giustiniana*, à présent in ID., *Scritti giuridici*, I. *Diritto romano. Problemi generali*, Milano 1965, 583 s.

[70] Sur le concept de *naturalis ratio* et sur les particularités de son utilisation par les juristes romains, il existe une importante bibliographie: cf. J.J. DE KOSCHEMBAHR-LYSKOWSKI, *Naturalis ratio en droit classique romain*, in *Studi in onore di Pietro Bonfante*, III, Milano 1930, 467 ss.; R. VOGGENSPERGER, *Der Begriff des «Ius naturale» im römischen Recht*, Basel 1952, 100 ss.; D. NÖRR, *Rechtskritik in der römische Antike*, cit., 98 ss.; P. STEIN, *The Development of the Notion of Naturalis Ratio*, in *Daube Noster. Essays in Legal History for David Daube*, Edinburgh and London 1974, 305 ss.; G.G. ARCHI, «Lex» e «natura» nelle istituzioni di Gaio, in *Festschrift für Werner Flume zum 70. Geburtstag*, I, Köln 1978, 3 ss.; F. CASAVOLA, *Giuristi adrianei*, Napoli 1980, 213 ss.; M. KASER, *Ius gentium*, Köln-Weimar-Wien 1993, 98 ss.

[71] H. WAGNER, *Studien zur allgemeinen Rechtslehre des Gaius (Ius gentium und ius naturale in ihrem Verhältnis zum ius civile)*, Zutphen 1978, 110; O. DILIBERTO, *Considerazioni intorno al commento di Gaio alle XII Tavole*, in *Index* XVIII, 1990, 416; O. BEHREND, *Anthropologie juridique de la jurisprudence classique romaine*, in *Revue historique de droit français et étranger* LXVIII, 1990, 345 note 27; S. QUERZOLI, *Il sapere di Fiorentino*, cit., 153 ss.

[72] G. LONGO, *Sulla legittima difesa e sullo stato di necessità in diritto romano*, cit., 329 s.

[73] M. BARTOŠEK, *Sulla concezione "naturalistica" e materialistica dei giuristi classici*, in *Studi in memoria di Emilio Albertario*, II, Milano 1953, 480.

[74] Pour la biographie de Caius Cassius Longinus P. JÖRS, v. *Cassius*, in *Real-Encyclopädie der*

*classischen Altertumswissenschaft*, III.2, Stuttgart 1899, 1736 ss.; P. KRÜGER, *Geschichte der Quellen und Litteratur des römischen Rechts*, 2a ed., München-Leipzig 1912, 168 ss.; L. WENGER, *Die Quellen des römischen Rechts*, Wien 1953, 502; W. KUNKEL, *Herkunft und soziale Stellung der römischen Juristen*, 2a ed., Graz-Wien-Köln 1967, 130 s.; F. D'IPPOLITO, *Ideologia e diritto in Gaio Cassio Longino*, Napoli 1969; D. NÖRR, *Zur Biographie des Juristen C. Cassius Longinus*, in *Sodalitas. Scritti in onore di Antonio Guarino*, VI, Napoli 1984, 2957 ss.; R.A. BAUMAN, *Lawyers and Politics in the Roman Empire. A study of relations between the Roman jurists and the emperors from Augustus to Hadrian*, München 1989, 76 ss. (avec une autre bibliographie).

[75] Cf. D. 9.2.45.4; D. 4.2.12.1.

[76] A. MANTELLO, 'Beneficium' servile - 'debitum' naturale. Sen., 'de ben.' 3.18.1 ss. - D. 35.1.40.3 (Iav., 2 'ex post. Lab. '), I, Milano 1979, 382.

[77] A. MANTELLO, 'Beneficium' servile - 'debitum' naturale, cit., 382 note 322.

[78] J.L. MURGA, *La 'preclusio locatoris' como 'vis privata legitima'*, in *Revue internationale des droits de l'antiquité* XXXIV, 1987, 256 note 45.

[79] Ces liens ne cessèrent jamais tout à fait, même pendant les périodes de violents contrastes, comme l'a montré LUISA D'ARIENZO, *I possessi catalani dei giudici d'Arborea*, in *Studi sardi* 21, 1968-70 [mais 1971], 134 ss.

[80] Cf. A. IGLESIA FERREIRÓS, *La creación del derecho en Cataluña*, in *Anuario de historia del derecho español* XLVII, 1977, 142 s.

[81] G. LOMBARDI, *Sul concetto di 'ius gentium'*, cit., 132 note 1 (à propos du fragment de Gaius D. 9.2.4.pr., G. Lombardi ne considère pas authentique la partie relative à la justification fondée sur la *naturalis ratio*); 154 ss. (il conteste l'authenticité de la partie du fragment de Florentinus D. 1.1.3 allant de *et cum nos* jusqu'à *nefas esse*).

[82] A. BURDESE, *Il concetto di 'ius naturale' nel pensiero della giurisprudenza classica*, cit., 415.

[83] Sur la datation de l'œuvre, je renvoie aux travaux de G. CALBOLI (a cura di), *Cornifici Rhetorica ad Herennium. Introduzione, testo critico e commento*, Bologna 1969, 12 ss.; et de C. ACHARD, *L'auteur de la "Rhétorique à Herennius"?*, in *Revue des études latines* LXIII, 1985 [mais 1987], 56 ss., qui considère comme peu probable l'attribution à Cornificius.

[84], Voir encore, toujours de Cicéron *De leg.* 1.18. Sur ces deux derniers passages: interprétation, commentaire et bibliographie précédente in K.M. GIRARDET, *Die Ordnung der Welt: ein Beitrag zur philosophischen und politischen Interpretation von Ciceros Schrift 'De legibus'*, Wiesbaden 1983, 65 ss.

[85] *Epist.* 15.3.33; 15.3.52.

[86] L'adhésion d'Eleonora d'Arborea à ce principe nous paraît significative, surtout parce que, en général, il est ignoré par la tradition juridique germanique: cf. A. CAVANNA, *Nuovi problemi intorno alle fonti dell'Editto di Rotari*, in *Studia et documenta historiae et iuris* XXXIV, 1968, 323 s.

[87] La constitution avait également été recueillie auparavant dans le *Codex Gregorianus*, sous le titre *ad legem Corneliam de sicariis et veneficis*, comme l'atteste *Collat.* 1.8.pr.-1.

[88] Sur le texte de cette importante constitution (rescrit ou *epistula*?), qui oppose la *voluntas* au *casus fortuitus* dans la détermination du crime, voir A. DELL'ORO, 'Mandata' e 'litterae'. *Contributo allo studio storico degli atti giuridici del 'princeps'*, Bologna 1960, in part. 88 ss.; N. PALAZZOLO, *Le modalità di trasmissione dei provvedimenti imperiali nelle province (II-III sec. d.C.)*, in *Iura* XXVIII, 1977 [mais 1980], 79 s.; A. WACKE, *Fahrlässige Vergehen in römisches Strafrecht*, cit., 539 s.; W. TURPIN, 'Adnotatio' and *Imperial Rescript in Roman Legal Procedure*, in *Revue internationale des droits de l'antiquité* XXXV, 1988, 298 s.

[89] D. NÖRR, *Zur Reskriptenpraxis in der hohen Prinzipatszeit*, in *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte (Rom. Abt.)* CXI, 1981, 1 ss.; T. HONORÉ, *Emperors and lawyers*, Oxford 1981, 24 ss. («The Rescript System»).

[90] Le texte de G. POLARA, *Marciano e l'elemento soggettivo del reato (Delinquitur aut proposito aut impetu aut casu)*, in *Bullettino dell'Istituto di diritto romano* LXXVII, 1974, 110 ss., est consacré à la pensée du juriste Marcien à propos de l'incidence de la *voluntas* dans la qualification du crime.

[91] À propos de l'organisation de l'œuvre, je renvoie à L. DE GIOVANNI, *Per uno studio delle 'Institutiones' di Marciano*, in *Studia et documenta historiae et iuris* XXXIX, 1983, 91 ss.; réédité avec de légères modifications dans ID., *Giuristi severiani. Elio Marciano*, Napoli 1989, 13 ss. Le spécialiste napolitain souligne l'importance des fragments relatifs à la *lex Cornelia de sicariis* conservés dans les *Digesta* de Justinien (137 = 66).

[92] Pour la reconstruction palingénésique de la loi, qui remonte à la période de Silla, voir J.-L. FERRARY, *Lex Cornelia de sicariis et veneficiis*, in *Athenaeum* LXXIX, 1991, 417 ss.

[93] Le rescrit de l'empereur Hadrien figure aussi, avec de légères modifications par rapport au texte de Marcien, dans *Collat.* 1.6.1-4; et dans *Pauli Sent.* 5.23.3.

[94] G. GUALANDI, *Legislazione imperiale e giurisprudenza*, II, Milano 1963, 78.

[95] V. MAROTTA, '*Multa de iure sanxit*'. *Aspetti della politica del diritto di Antonino Pio*, Milano 1988, 298 ss.

[96] V. MAROTTA, '*Multa de iure sanxit*', cit., 300.

[97] A. MARONGIU, *Sul probabile redattore della Carta de Logu*, in ID., *Saggi di storia giuridica e politica sarda*, cit., 61 ss.

[98] A. MARONGIU, *Sul probabile redattore della Carta de Logu*, in ID., *Saggi di storia giuridica e politica sarda*, cit., 62 s.

[99] Cf. *Decretum Gratiani*, I, Dist. LXXXVI, c. III; II, C. II, q. I, c. X.

[100] A. MARONGIU, *Sul probabile redattore della Carta de Logu*, à présent in ID., *Saggi di storia giuridica e politica sarda*, cit., 62 s.

[101] Cf. HIERONYMI OLIVES SARDI, *Commentaria et Glosa in Cartam de Logu*, cit., 13-14: «Nota secundum istum text. duo. Primum est, quod agentes, et consentientes pari poena debent puniri, secundo ex isto tex. notatur, dum dicit secundum leges, quod de iure communi est idem. Quaero ergo an hoc sit verum, quod de iure communi agentes, et consentientes pari poena puniuntur, et circa hoc reperiuntur varia iura».

[102] A. MARONGIU, *Delitto e pena nella "Carta de logu" d'Arborea*, à présent in ID., *Saggi di storia giuridica e politica sarda*, cit., 78 note 16.

[103] C. FERRINI, *Diritto penale romano. Esposizione storica e dottrinale*, cit., 107 ss.; L. CHEVAILLER, *Contribution à l'étude de la complicité en droit pénal romain*, in *Revue Historique de Droit Français et Étranger* XXXI, 1953, 200 ss.; C. GIOFFREDI, *Principi del diritto penale romano*, cit., 111 ss.; enfin, V.M. AMAYA GARCIA, *Coautoria y complicidad: estudio historico y jurisprudencial*, Madrid 1993, voir en particulier 15 ss.

[104] Sur les *libri de officio proconsulis* d'Ulpian, voir F. SCHULZ, *Storia della giurisprudenza romana*, cit., 439 ss.; pour l'analyse des fragments qui ont survécu, voir A. DELL'ORO, *I 'libri de officio' nella giurisprudenza romana*, Milano 1960, 117 ss.; la consultation de O. LENEL, *Palingenesia iuris civilis*, II, Leipzig 1888, 966 ss.. reste naturellement indispensable.

[105] C. FERRINI, *Diritto penale romano. Esposizione storica e dottrinale*, cit., 122; A. DELL'ORO, *I 'libri de officio' nella giurisprudenza romana*, cit., 163; J.D. CLOUD, *Parricidium: from the lex Numae to the lex Pompeia de parricidiis*, in *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte* (Rom. Abt.) LXXXIII, 1971, 53 s.; LUCIA FANIZZA, *Il parricidio nel sistema della 'lex Pompeia'*, in *Labeo* XXV, 1979, 288 s.; et plus généralement sur le parricide, H. KUPISZEWSKI, *Quelques remarques sur le 'parricidium' dans le droit romain classique et post-classique*, in *Studi in onore di Edoardo Volterra*, IV, Milano 1971, 602 ss.

[106] On retrouve le même enseignement dans les *'Institutiones'* de Justinien: *Inst.* 4.18.6.

[107] Sur la biographie et sur la carrière de ce juriste, voir L. FANIZZA, *Giuristi crimini leggi nell'età degli Antonini*, Bari 1982, 104 ss.; et A. RUGGIERO, *L. Volusio Meciano tra giurisprudenza e burocrazia*, Napoli 1983, 9 ss.

[108] T. HONORÉ, *Ulpian*, cit., 221, pense qu'il s'agirait d'une citation tirée du *de iudiciis publicis*: «In his work on the office of proconsul Ulpian refers to Maecianus when dealing with the *lex Pompeia de parricidiis*. The reference is probably to Maecianus' fourteen book work on *iudicia publica*». Il situe, grâce à des observations précises, «la figura del *consciis*» dans la réflexion du juriste Maecianus LUCIA FANIZZA,

*Giuristi crimini leggi nell'età degli Antonini, cit., 87 ss.*

[109] C. FERRINI, *Diritto penale romano. Esposizione storica e dottrinale, cit., 122 s.*; A. WACKE, *Notwehr und Notstand bei der aquilischen Haftung, in Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte (Rom. Abt.) CXXX, 1989, 487.*

[110] HIERONYMI OLIVES SARDI, *Commentaria et Glosa in Cartam de Logu, cit. 87*, qui explique le terme *nunza* («Nunça. Idem est, quod citatio, vel notificatio, quasi nuntio a nuntio, est enim latinum corruptum, ut saepe dixi, quod lingua Sarda est latinitas corrupta, quod nunça fit citatio, vel notificatio de aliquo actu probatur infra cap. 52 de Corona, et in cap. 53 de nunça de Corona, et in cap. 55, in rubric. de nunças, et in cap. 58 rubr. de mandare nunça»).

Sur le procès civil dans la Sardaigne médiévale, cf. E. BESTA, *La Carta de Logu quale monumento storico-giuridico, cit., 31 ss.*; ID., *La Sardegna medioevale, 2. Le istituzioni politiche, economiche, giuridiche e sociali, cit., 228 ss.*; R. DI TUCCI, *Nuove ricerche e documenti sull'ordinamento giudiziario e sul processo sardo nel Medio Evo, Cagliari 1923*; A. CHECCHINI, *Note sull'origine delle istituzioni processuali della Sardegna medioevale, in ID., Scritti giuridici e storico-giuridici, II. Storia del processo - Storia del diritto privato, cit., 207 ss.*; G. PITTU, *Il procedimento giudiziario nei condaghi e nella Carta de Logu, in Studi sardi IV, 1940, 31 ss.*; P. MARICA, *La Sardegna e gli studi del diritto, II. Le fonti, Roma s. d., 21 s.*

[111] On lit le mot *corona* dans le Manuscrit. (cf. E. BESTA-P.E. GUARNERIO, *Carta de Logu de Arborea. Testo con prefazioni illustrative, cit., 40*), là où l'édition incunable emploie le mot *carta*; mais la correction «*corona*» est déjà présente dans les anciennes éditions imprimées: voir, pour tous, HIERONYMI OLIVES SARDI, *Commentaria et Glosa in Cartam de Logu, cit., 130*; G.M. MAMELI DE' MANNELLI, *Le Costituzioni di Eleonora giudicessa d'Arborea intitolate Carta de Logu, cit., 92*; enfin, F.C. CASULA, *La "Carta de Logu" del regno di Arborea, cit., 108.*

[112] La correction de «*informando*» de l'édition incunable en «*infirmando*» est basée sur le Manuscrit: cf. E. BESTA-P.E. GUARNERIO, *Carta de Logu de Arborea. Testo con prefazioni illustrative, cit., 40*; mais les éditions imprimées, qui suivirent la première, contenaient déjà la correction (cf. HIERONYMI OLIVES SARDI, *Commentaria et Glosa in Cartam de Logu, cit., 130*: «sequitur litera, quae etiam hic est mendosa non informando, vult stare non infirmando, id est revocando cartam localem»; G.M. MAMELI DE' MANNELLI, *Le Costituzioni di Eleonora giudicessa d'Arborea intitolate Carta de Logu, cit., 92*; F.C. CASULA, *La "Carta de Logu" del regno di Arborea, cit., 108*).

[113] Trad.: «Nous voulons et nous ordonnons: il arrive que dans nos *coronas de logu*, et dans les autres *coronas* gouvernées pour Nous par notre *armentariu (de logu)*, souvent parmi les "libres" qui composent la *corona* se créent division, désaccord et divergence dans le jugement d'un litige; et, étant donné que nous souhaitons que dans tous nos territoires règnent la justice et la raison et qu'elles ne soient pas perdues à cause desdites divisions, nous voulons et nous ordonnons que si dans une desdites *coronas* a lieu un différend grave et douteux qui cause incertitude et division parmi les "libres" chargés de juger, alors notre *armentariu de logu*, ou tout autre fonctionnaire de la couronne présent ou futur, avec l'aide de certains "libres" de la *corona*, qu'il aura lui-même choisis, doit demander un avis aux sages de notre Cour, et ce que ceux-ci délibéreront à l'unanimité ou à la majorité sera lu et rendu public comme jugement définitif dans la *corona*, en présence des parties en cause. Et si aucun appel n'est présenté dans le temps légitime des dix jours, selon la loi, ladite sentence deviendra exécutive, bien entendu si elle n'infirmes pas la *Carta de Logu*».

Voir quelques réflexions sur le contenu de ce chapitre, avec un commentaire qui est dans l'ensemble encore très utile, dans HIERONYMI OLIVES SARDI, *Commentaria et Glosa in Cartam de Logu, cit., 130 s.*, où le mot *sa lege* est identifié, sans aucune hésitation, avec l'expression *ius commune*.

[114] Trad. «Nous établissons et nous ordonnons que toute personne qui se sentirait frappée par un jugement injuste pour une cause devant un fonctionnaire de la Couronne pourra, si elle le veut, se pourvoir en appel dans les délais consentis par la raison deux fois – et pas plus – selon ce que nous avons spécifié plus haut; tout autre appel, au-delà des deux appels consentis, ne doit pas être accueilli».

Cf. C.I. 7.70; Nov. 82.5. Le commentaire d'Olives est vraiment singulier (HIERONYMI OLIVES SARDI, *Commentaria et Glosa in Cartam de Logu, cit., 132*). Pour lui la procédure de la *Carta d'Arborea* aurait consenti aux parties de faire appel quatre fois pour la même cause; mais Mameli (G.M. MAMELI DE' MANNELLI, *Le Costituzioni di Eleonora giudicessa d'Arborea intitolate Carta de Logu, cit., 93 s. n. 138*) considérait que la conclusion d'Olives était inacceptable. Sur ce chapitre, cf. également G. ZIROLIA, *Ricerche storiche sul governo dei Giudici in Sardegna e relativa legislazione, cit., 187*; E. BESTA, *La Sardegna medioevale, 2. Le istituzioni politiche, economiche, giuridiche, sociali, cit., 241.*

[115] Trad.: «En outre nous ordonnons. Toute personne qui se sentirait frappée par une sentence contraire peut se pourvoir en appel immédiatement si elle le souhaite, de vive voix ou par écrit, dans les dix jours à partir du moment où la sentence a été émise; elle doit ensuite se faire délivrer le document de l'appel et les actes du procès et les présenter à la cour dans les quinze jours qui suivent. A moins qu'elle ne soit pas en mesure de donner les actes du procès dans les délais sus-cités à cause de la négligence du

notaire ou du copiste».

HIERONYMI OLIVES SARDI, *Commentaria et Glosa in Cartam de Logu*, cit., 132 s.

[116] Trad.: «Nous voulons et nous ordonnons que, afin d'éviter des dépenses à nos sujets et à nos litigants, pour toute sentence ou pour tout jugement prononcé par notre *armentariu de logu* ou par un de nos fonctionnaires à propos de différends ou de litiges ne dépassant pas cent sous (cinq lires), il soit interdit d'en appeler à Nous, ou à tout autre fonctionnaire ou même à nos auditeurs. Au cas où l'appel serait présenté, nous voulons qu'il ne soit pas accepté et que la sentence prononcée par nos officiers soit considérée comme définitive et soit exécutée comme établi par les juges».

C.I. 7.62.37pr. Brièvement sur le chap. LXXX, voir HIERONYMI OLIVES SARDI, *Commentaria et Glosa in Cartam de Logu*, cit., 133; G.M. MAMELI DE' MANNELLI, *Le Costituzioni di Eleonora giudicessa d'Arborea intitolate Carta de Logu*, cit., 94 s.

[117] Plus en général, sur les *tempora appellandi*, voir R. ORESTANO, *L'appello civile in diritto romano*, 2a ed., Torino 1953, 237 ss.

[118] Sur la discipline de l'appel, dans certains cas en particulier à propos des normes fixées par Justinien, voir pour tous V. SCIALOJA, *Procedura civile romana. Esercizio e difesa dei diritti*, a cura di A. GIANNINI, Roma 1936, 505 ss.; L. WENGER, *Istituzioni di procedura civile romana*, trad. it., Milano 1938, 302 ss.; L. RAGGI, *Studi sulle impugnazioni civili nel processo romano*, I, Milano 1961, notamment 109 ss.; A.H.M. JONES, *The Later Roman Empire, 284-602*, Oxford 1974, 470 ss. [trad. it.: *Il tardo impero romano, (284-602)*, Milano 1974, 695 ss.]; M. KASER, *Das römische Zivilprozessrecht*, München 1966, 507 ss.; A. PADOA SCHIOPPA, *Ricerche sull'appello nel diritto intermedio*, I, Milano 1967, 13 ss.; F. DE MARTINO, *Storia della costituzione romana*, V, 2ème ed., Napoli 1975, 485 ss.; P.E. PIELER, *Gerichtbarkeit. D. Dominat*, in *Reallexikon für Antike und Christentum*, X, 1978, 391 ss., en particulier 434 ss.; I. BUTI, *La 'cognitio extra ordinem' da Augusto a Diocleziano*, in *Aufstieg und Niedergang der römischen Welt*, II.14, Berlin-New York 1982, 29 ss. (sull'appello 54 ss.); J. CAIMI, *Burocrazia e diritto nel «De magistratibus» di Giovanni Lido*, Milano 1984, 287 ss.; J.L. LINARES PINEDA, *Para un estudio de los límites de la apelación romana*, in *Seminarios complutenses de derecho romano III*, 1991, 105 ss.; F. GORIA, *La giustizia nell'impero romano d'Oriente: organizzazione giudiziaria*, in *La giustizia nell'alto medioevo (secoli V-VIII)*, 7-13 aprile 1994, Settimane di studio del Centro Italiano di Studi sull'Alto Medioevo XLII, Spoleto 1995, 273 ss.

[119] On trouve également la *Novella 23*, résumée de façon différente, dans les Épitomés grecs de Théodore et Athanase (*Epit. Theod. 23; Epit. Athan. 7.2*) et dans l'Épitomé latin de Julien (*Epit. Iuliani 24*).

[120] Pour une analyse approfondie de la constitution, W. LITEWSKI, *Die römische Appellation in Zivilsachen (IV)*, in *Revue internationale des droits de l'antiquité*, 3e s., XV, 1968, 152 ss.; ID., *Die römische Appellation in Zivilsachen (Ein Abriss)*, I. *Principat*, in *Aufstieg und Niedergang der römischen Welt*, II.14, Berlin-New York 1982, 60 ss.; sur la contenu de la *Novella 23*, cf. également l'ouvrage de J. CAIMI, *Burocrazia e diritto nel «De magistratibus» di Giovanni Lido*, cit., 320 ss.

[121] Quant à la date de promulgation, 3 janvier 536, l'opinion de E. STEIN, *Histoire du Bas-Empire, II. De la disparition de l'Empire d'Occident à la mort de Justinien (476-565)*, publié par J.-R. PALANQUE, Paris-Bruxelles-Amsterdam 1949 [réimpression Amsterdam 1968], 805 ss., est que cette date devrait être corrigée en l'avancant d'un an exactement, c'est-à-dire au 3 janvier 535. Cf., en accord avec la thèse de Stein, N. VAN DER WAL, *Manuale Novellarum Justiniani. Aperçu systématique du contenu des Nouvelles de Justinien*, Groningen-Amsterdam 1964, 144 note 3; J. CAIMI, *Burocrazia e diritto nel "De magistratibus" di Giovanni Lido*, cit., 321 ss.; enfin, sur la même ligne, cf. aussi F. GORIA, *La giustizia nell'impero romano d'Oriente: organizzazione giudiziaria*, in *La giustizia nell'alto medioevo (secoli V-VIII)*, cit., 274 note.

[122] U. ZILLETTI, *Studi sul processo civile giustiniano*, Milano 1965, 256. M. AMELOTTI, *La prescrizione delle azioni in diritto romano*, Milano 1958, 153, avait déjà insisté sur le caractère innovateur de la *Novella 23*.

[123] L'intention de mettre en œuvre une innovation radicale en matière d'appel est explicitement affirmé par l'empereur dans la *praefatio* de la *Novella 23*.

[124] G. PUGLIESE, avec la collaboration de F. Sitzia e L. Vacca, *Istituzioni di diritto romano. Sintesi*, Torino 1994, 208 s.: «I termini erano brevissimi [...] Giustiniano li fissò in 10 giorni, termine rimasto poi stabile per secoli nella tradizione romanistica». Cf., V. ARANGIO-RUIZ, *Istituzioni di diritto romano*, XIV édition revue, Napoli 1978, 153 s.; M. TALAMANCA, *Istituzioni di diritto romano*, Milano 1990, 371 ss.; P. VOCI, *Istituzioni di diritto romano*, quatrième édition, Milano 1994, 224.

[125] Cette référence à un autre système normatif disparaît complètement dans la traduction italienne du chapitre 78 proposée par F.C. CASULA, *La "Carta de Logu" del regno di Arborea*, cit., 109. Casula, avec une 'liberté' surprenante traduit la phrase «*infra su tempus ordinadu daessa ragione*» par l'expression «in tempo ragionevole» qui, du point de vue linguistique, n'est pas fidèle au texte et, du point

de vue juridique, est tout à fait insignifiante. Il vaut mieux suivre, encore une fois, la traduction de G.M. MAMELI DE' MANNELLI, *Le Costituzioni di Eleonora giudicessa d'Arborea intitolate Carta de Logu*, cit., 93.

[126] Pour une vision générale de cette matière, je renvoie à E. BESTA, *La Sardegna medioevale*, 2. *Le istituzioni politiche, economiche, giuridiche, sociali*, cit., 181 ss. Cf. en outre G. ZIROLIA, *Ricerche storiche sul governo dei Giudici in Sardegna e relativa legislazione*, cit., 179 ss.

[127] Pour l'intégration, j'ai suivi le texte du manuscrit: E. BESTA-P.E. GUARNERIO, *Carta de Logu de Arborea. Testo con prefazioni illustrative*, cit., 45.

[128] Trad.: «Nous voulons et ordonnons que personne dans notre règne d'Arborea n'ait l'habitude, ou doive, déshériter ses enfants, ou ses petits-enfants nés de ses enfants, des droits qui leur reviennent pour l'héritage de leur père, ou de leur mère, sauf si leur père ou leur mère avant de mourir ont voulu disposer contre ces enfants, ou petits-enfants, une juste cause d'exhérédation et cette juste cause doit être légitimement prouvée par ceux qui ont hérité des biens dans les délais d'un mois à compter de la mort du testateur».

Cf. le vaste commentaire, fortement ancré à la doctrine du *ius commune*, de HIERONYMI OLIVES SARDI, *Commentaria et Glosa in Cartam de Logu*, cit., 143 ss.

[129] Trad.: «Nous constituons et nous ordonnons que, si quelqu'un donne en mariage sa fille avec une dot, il n'est tenu à lui laisser pendant sa vie ou à sa mort rien de plus que ce qu'il lui a déjà donné, si ce n'est par sa volonté. Si toutetefois il n'a pas d'autres enfants, il devra laisser (à sa fille mariée) sa part selon la raison (= la totalité de la "légitime"), en comtant dans cette part la dot qu'elle avait eue précédemment. Il en est de même pour tous ses descendants. Il pourra disposer du reste à son gré. S'il meurt intestat, sa fille mariée lui succèdera, avec ses frères et ses sœurs (du mort), la dot qu'elle avait déjà eue sera déduite de la part (de sa fille)».

[130] HIERONYMI OLIVES SARDI, *Commentaria et Glosa in Cartam de Logu*, cit., 146; sur cette même ligne, G.M. MAMELI DE' MANNELLI, *Le Costituzioni di Eleonora giudicessa d'Arborea intitolate Carta de Logu*, cit., 110 note 161.

[131] E. BESTA, *La carta de Logu quale monumento storico-giuridico*, cit., 58 s.

[132] Sur le contenu de la *Novella*, voir entre autres: C.F. GLÜCK, *Ausführliche Erläuterung der Pandecten nach Hellfeld ein Commentar*, VII. 1, Erlangen 1804, 209 ss. [*Commentario alle Pandette di Federigo Glück*, Libro V, traduit et annoté par B. Brugi, Milano 1893, 507 ss.]; C. FERRINI, *Manuale di Pandette*, Milano 1900, 780 s.; B. WINDSCHEID, *Diritto delle Pandette*, III, trad. it. de C. Fadda e P.E. Bensa, [Nuova rist. stereotipa] Torino 1925, 274 ss.; P. BONFANTE, *Istituzioni di diritto romano*, [Opere complete di Pietro Bonfante, X] Ristampa corretta della 10a ed. (1946) a cura di G. Bonfante e di G. Crifò, Milano 1987, 514; P. VOCI, *Diritto ereditario romano, II. Parte speciale. Successione ab intestato. Successione testamentaria*, 2<sup>a</sup> ed., Milano 1963, 738 ss.; A. BURDESE, *Manuale di diritto privato romano*, 3a ed., Torino 1975, 671; V. ARANGIO-RUIZ, *Istituzioni di diritto romano*, cit., 549 s.; G. PUGLIESE, *Istituzioni di diritto romano. Sintesi*, cit., 571; M. TALAMANCA, *Istituzioni di diritto romano*, cit., 772; P. VOCI, *Istituzioni di diritto romano*, cit., 624 s.; M. MARRONE, *Istituzioni di Diritto Romano*, 2<sup>a</sup> ed., Palermo 1994, 663.

Quant à l'influence de la *Novella* 115 sur la législation médiévale, notamment sur la législation lombarde, voir B. PARADISI, *Il prologo e l'epilogo dell'Editto di Rotari*, in *Studia et documenta historiae et iuris* XXXIV, 1968, 16; sur la même ligne, N. TAMASSIA, *Le fonti dell'Editto di Rotari*, Pisa 1889, 16; E. BESTA, *Le fonti dell'Editto di Rotari*, in *Atti del I Congresso di studi longobardi (27-30 settembre 1951)*, Spoleto 1952, 67 note 12. Plus en général, P. FREZZA, *L'influsso del diritto romano giustiniano nelle formule e nella prassi in Italia*, [Ius Romanum Medii Aevi, pars I, 2, c ee] Milano 1974.

[133] Je cite le texte de la *Novella* dans la version latine de *Authent.* 111 = *Coll.* 8 tit. 12: *gloss.* Cfr. E. NARDI, *Istituzioni di diritto romano, B. Testi 2*, Milano 1975, 276 ss.

[134] P. BONFANTE, *Istituzioni di diritto romano*, cit., 514.

[135] C. FERRINI, *Manuale di Pandette*, cit., 780 s.; sur la même ligne, G. PUGLIESE, *Istituzioni di diritto romano. Sintesi*, cit., 571; la position de M. TALAMANCA, *Istituzioni di diritto romano*, cit., 772, apparaît plus réductrice quant à la portée des innovations introduites par la *Novella*.

[136] P. VOCI, *Diritto ereditario romano, II. Parte speciale. Successione ab intestato. Successione testamentaria*, cit., 740.

[137] Le *iustae causae ingratitudinis* relatives aux enfants, édictées par l'empereur Justinien dans la *Novella* 115, *caput* 3, sont les suivantes: [3.1] *Si quis parentibus suis manus intulerit.* [3.2] *Si gravem et inhonestam iniuriam eis ingesserit.* [3.3] *Si eos in criminalibus causis accusaverit, quae non sunt adversus*

*principem seu rempublicam. [3.4] Si cum maleficis ut maleficus versatur, [3.5] vel vitae parentum suorum per venenum aut alio modo insidiari temptaverit. [3.6] Si novercae suae aut concubinae patris filius sese miscuerit. [3.7] Si delator contra parentes filius extiterit et per suam delationem gravia eos dispendia fecerit sustinere. [3.8] Si quemlibet de praedictis parentibus inclusum esse contigerit, et liberi qui possunt ab intestato ad eius successionem venire, petiti ab eo, vel unus ex his in sua eum noluerit fideiussione suscipere vel pro persona vel debito, in quantum esse qui petitur probatur idoneus. Hoc tamen quod de fideiussione censuimus ad masculos tantummodo liberos volumus pertinere. [3.9] Si convictus fuerit aliquis liberorum, quia prohibuit parentes suos condere testamentum, ut si quidem postea facere potuerint testamentum, sit eis pro tali causa filium exheredandi licentia: ... [3.10] Si praeter voluntatem parentum inter arenarios aut mimos sese filius sociaverit et in hac professione permanserit, nisi forsitan etiam parentes eius professionis fuerunt. [3.11] Si alicui ex praedictis parentibus volenti filiae suae vel nepti maritum dare et dotem secundum vires substantiae suae pro ea praestare illa non consenserit, sed luxuriosam degere vitam elegerit. ... [3.12] Si quis de praedictis parentibus furiosus fuerit, et eius liberi vel quidam ex his aut liberis ei non existentibus alii eius cognati qui ab intestato ad eius hereditatem vocantur obsequium ei et curam competentem non praebuerint, si quidem a tali sanus fuerit infirmitate, erit ei potestas utrum velit neglegentem filium vel filios aut cognatos ingratum vel ingratos in suo scribere testamento. ... [3.13] Si unum de praedictis parentibus in captivitate detineri contigerit et eius liberi sive omnes sive unus non festinaverint eum redimere, si quidem valuerit calamitatem captivitatis evadere, in eius sit potestate, utrum hanc causam ingratitudinis testamento suo velit adscribere; ... [3.14] Si quis de praedictis parentibus orthodoxus constitutus senserit suum filium vel liberos non esse catholicae fidei nec in sacrosancta ecclesia communicare, in qua omnes beatissimi patriarchae una conspiratione et concordia fidem rectissimam praedicare et sanctas quattuor synodos, Nicaenam Constantinopolitanam Ephesinam primam et Chalcedonensem, amplecti seu recitare noscuntur, \*\*\*\*\* licentiam pro hac maxime causa ingratos eos et exheredes in suo scribere testamento.*

[138] Nov. 115.3.15.

[139] *Sas leges prosas cales si regint in Sardigna, in Carta de Logu. Riproduzione dell'edizione quattrocentesca, cit., 46 B: Qui potest deseredere. Ponamus qui su padri bolit isderedari asu figiu: podet illu faghiri: o non. Narat su testu quillu podet fagheri in XIII maneres. Sa prima esti sissu figiu battit a su padri. Sa segunda esti sillat naradu villania. Sa III esti sillu accusat quinde curgiat in pena. Sa IIII esti si habitat cum fardonis. Sa V esti si averit factu consiguu dellu ochiere. Sa VI si su figiu avirit appidu mugiere de su padri over femina qui averit issu appidu. Sa VII si su figiu accusat a su patri a su procuradore de su re. Sa VIII si esseret tentu su patri et su figiu nondellu bolleret bogare de prigione. Sa IX si su patri bolirit faghiri testamentu et issu fageri non boletet. Sa X si habitat cum gentis condemnados a sa arena. Sa XI si esti figia femina et boletet illa coyuare su padri, et issa non boletit et bahat a su peccadu. Sas XII sissa figia adiminus de XXV annis illa podet isderedere, ma sidi at plus de XXV annus non la podet diseredere de su cat. Sas XIII si su patri est sanu et poscha deventat machu over malaydu, et nollu darint ayudu de meygu: et essu cant et plus. Sas XIII si esseret tentu de paganis over de inimicus et non lo boletent recaptare. Sa quale q(uestione) est in autentico.*

[140] V. FINZI, *Questioni giuridiche esplicative della Carta de Logu*, cit., 126.

[141] V. FINZI, *Questioni giuridiche esplicative della Carta de Logu*, cit., 126. V. DEVILLA, *Casi di diritto agrario nelle c. d. "Questioni esplicative della Carta de logu"*, in *Testi e documenti per la storia del Diritto agrario in Sardegna*, cit., 98.

[142] E. BESTA, *La Carta de Logu quale monumento storico-giuridico*, cit., 19 s.

[143] *Carta de Logu*, Prologue: «Ici commence le livre des constitutions et ordonnances sardes faites et disposées par la très illustre Dame Eleonora par la grâce de Dieu "giudice" d'Arborea, comtesse du Goceano et vicomtesse de Bas, intitulé *Carta de Logu*, divisé en cent quatre-vingt-dix-huit chapitres. Afin que les provinces, les régions et les terres s'inclinent et se soumettent à la Justice pour mieux grandir et s'élever, et que grâce aux bons articles de la loi l'orgueil des coupables et des méchants soit freiné et réprimé et qu'ainsi les bons, les purs et les innocents puissent vivre dans la tranquillité et sûrs face aux coupables car ceux-ci craignent les châtements, et que ces mêmes bonnes personnes soient obéissantes aux chapitres et aux ordonnances de cette *Carta de Logu* en vertu de l'attachement, nous Eleonora par la grâce de Dieu *juighissa* d'Arborea, comtesse du Goceano et vicomtesse de Bas, désirant que les *fedelis* (les vassaux continentaux) et les sujets de notre royaume d'Arborea soient informés des chapitres et ordonnances grâce auxquels ils pourront vivre et rester sur la voie de la vérité et de la Justice, et en bon, pacifique et tranquille état, en l'honneur de Dieu tout-puissant et de la glorieuse vierge Sainte Marie sa mère, et pour préserver la Justice et le pacifique, tranquille et bon état du peuple de notre royaume, des églises, des droits ecclésiastiques, des *li(b)eros*, des *bonos homines*, et de tous les gens de notre terre et du royaume d'Arborea, nous faisons les ordonnances et les chapitres mentionnées ci-dessous et nous voulons et commandons expressément qu'ils soient respectés et observés comme loi, aussi bien en jugement qu'en dehors, par toute personne de notre "Giudicato" d'Arborea. La *Carta de Logu* qui fut faite grâce à une importante disposition par feu le juge Mariano notre père, en qualité de souverain légitime

d'Arborea, et qui n'a pas été rectifiée depuis seize ans, et qui par conséquent nécessite de corrections et d'amendements à cause de l'évolution des temps qui l'ont suivie, et de la condition des hommes qui depuis l'a beaucoup changée, d'autant plus que chacun est plus enclin à faire le mal plutôt que le bien de la *res publica* sarde, avec réflexion déterminée nous la corrigeons, nous la faisons et la transformons de mieux en mieux, et nous ordonnons qu'il faut l'observer intégralement à partir de Pâques de la façon susdite, et c'est-à-dire» (d'après la traduction de F.C. Casula).

Sur les principes fixés par Eleonora d'Arborea et sur la division du prologue, voir A. ERA, *Lezioni di storia delle istituzioni giuridiche ed economiche sarde. Parte I e II § 1*, cit., 326 s.; ID., *Le 'Carte de logu'*, in *Studi sassaresi* XXIX, cit., 15 ss.

[144] F. CROSARA, *Reipublicae et respublicae. Cenni terminologici dall'età romane all'XI secolo*, in *Atti del Congresso Internazionale di diritto romano e di storia del diritto, Verona 27-29 XI 1948*, a cura di G. Moschetti, IV, Milano 1953, 227 ss.

Sur l'utilisation du terme par rapport à *Civitas* et à *Commune*, voir entre autres: P. COSTA, *Iurisdictio. Semantica del potere politico nella pubblicistica medioevale (1100-1433)*, Firenze 1969, 232 ss.; M. STASZKÓW, '*Civitas*' et '*Respublica*' chez les glossateurs, in *Studi in onore di Edoardo Volterra*, III, Milano 1971, 605 ss.; O. BANTI, «*Civitas*» e «*Commune*» nelle fonti italiane dei secoli XI e XII, in ID., *Studi di storia e di diplomazia comunale*, Roma 1983, 1 ss.; I. BIROCCHI, v. *Persona giuridica nel diritto medioevale e moderno*, in *Digesto. Delle discipline privatistiche*, XIII, Torino 1996, 407 ss.; ID., *Contratto e persona giuridica pubblica. Spigolature su "causa", "communis utilitas" e diritto dei privati nell'età del diritto comune*, in *I rapporti contrattuali con la pubblica amministrazione nell'esperienza storico-giuridica. Atti del Congresso internazionale della Società Italiana di storia del diritto, Torino 17-19 ottobre 1994*, Napoli 1997, 239 ss.

[145] Cf. IRNERIO, *Glo. ad l. Lex est, ff. De legibus, v. reipublicae* (ed. E. BESTA, *L'opera d'Irnerio. Contributo alla storia del diritto italiano*, II. *Glosse inedite d'Irnerio al Digestum Vetus*, Torino 1896, 5): (*reipublicae*) *scilicet populi, quod unum et idem est re ipsa; secundum diversas inspectiones hec nomina recipit; populus universitatis iure precipit.*

[146] GLOSSA, *Reipublicae*, in *Authenticum, De haeredibus et Falcidia, v. reipublicae (Reipublicae, idest totius imperii. Sic in prooemio ff. in princip. Et nota quod tribus modis respublica dicitur. Primo Romanorum, ut hic. Item pro civitate Romana tantum: et tunc proprie: ut ff. de verbo. signific. l. eum qui. Item pro qualibet civitate: et tunc improprie: ut C. de offic. eius qui vicem al. iu. obt. l. j. Ponitur et quarto pro quolibet municipio: ut ff. de pub. et vec. l. sed et hi. § penult.)*.

[147] R. CARTA RASPI, *Mariano IV, conte del Goceano, visconte di Bas, giudice d'Arborea*, Cagliari 1934, en particulier 149 ss.; F.C. CASULA, *La Sardegna aragonese, 1. La Corona d'Aragona*, Sassari 1994, 263 ss.; 2. *La Nazione sarda*, cit., 377 ss.; ID., *Cultura e scrittura nell'Arborea al tempo della Carta de Logu*, cit., 88 ss.

[148] Sur les caractéristiques intrinsèques de la protection juridique réservée aux terrains cultivés, voir I. BIROCCHI, *La consuetudine nel diritto agrario sardo, riflessioni sugli spunti offerti dagli Statuti sassaresi*, in *Gli Statuti sassaresi. Economia, Società, Istituzioni a Sassari nel Medioevo e nell'Età Moderna. Atti del convegno di studi. Sassari, 12-14 maggio 1983*, a cura di A. Mattone e M. Tangheroni, Sassari 1986, 344.

[149] En Sardaigne, les racines du conflits agriculture/élevage sont très anciennes; déjà pendant la domination romaine des divergences entre bergers et paysans se vérifiaient assez fréquemment. Ceci est attesté dans la documentation épigraphique: *La Tavola di Esterzili. Il conflitto tra pastori e contadini nella 'Barbaria' sarda. Convegno di Studi. Esterzili 13 giugno 1992*, a cura di A. Mastino, Sassari 1993. Pour la "continuité" de ce conflit à l'époque moderne et contemporaine, voir les pages consacrées à la Sardaigne centrale par M. LE LANNOU, *Pâtres et paysans de la Sardaigne*, Tours 1941.

[150] A. ERA, *Il codice agrario di Mariano IV d'Arborea*, in *Testi e documenti per la storia del Diritto agrario in Sardegna*, cit., 15 ss.; et BARBARA FOIS, *Il "Codice rurale" di Mariano IV d'Arborea*, in *Medioevo. Saggi e rassegne* VIII, 1983, 41 ss.

[151] Cf. E. BESTA, *La Carta de Logu quale monumento storico-giuridico*, cit., 13; A. ERA, *Il codice agrario di Mariano IV d'Arborea*, cit., 5; E. CORTESE, *Il diritto nella storia medioevale, II. Il basso medioevo*, cit., 350.

[152] C.G. MOR, *Le disposizioni di diritto agrario nella Carta de logu di Eleonora d'Arborea*, in *Testi e documenti per la storia del Diritto agrario in Sardegna*, cit., 35.

[153] Sur la définition de ces concepts, assimilables aux concepts de *causa publica utilitas* et de *bonum commune*, voir quelques aperçus sommaires de I. BIROCCHI, *Contratto e persona giuridica pubblica. Spigolature su "causa", "communis utilitas" e diritto dei privati nell'età del diritto comune*, in *I rapporti*

*contrattuali con la pubblica amministrazione nell'esperienza storico-giuridica*, cit., 260 ss.

[154] Dans les éditions imprimées de la *Carta de Logu*, le prologue du "Code rural" suit le chapitre CXXXII.

[155] Sur *utilitas*, avec un important recueil de textes juridiques romains, voir F.B. CICALA, *Il concetto di "utile" e sue applicazioni in diritto romano*, Milano-Torino-Roma 1910; M. NAVARRA, *Ricerche sulla utilitas nel pensiero dei giuristi romani*, [Collectanea Graeco-Romana, 4] Torino 2002.

[156] D. 1.1.1.2 (Ulpianus, *libro primo institutionum*): *Publicum ius est quod ad statum rei Romanae spectat, privatum quod ad singulorum utilitatem: sunt enim quaedam publice utilia, quaedam privatim.*